

Supplément du projet

La Consolidation de la paix au Liban



Implemented by
KfW



Empowered lives.
Resilient nations.

Supplément spécial

Publié par le projet «La Consolidation de la paix au Liban» du Programme des Nations Unies pour le développement et financé par le Ministère Allemand de la Coopération économique et du Développement à travers le KfW, ce supplément est distribué avec les quotidiens an-Nahar et as-Safir dans sa version originale en arabe, et avec le Daily Star et L'Orient-Le Jour dans les versions traduites en anglais et en français.

Ce numéro regroupe les articles d'un certain nombre d'écrivains, de journalistes et de professionnels des médias, de chercheurs et d'artistes libanais et syriens. Il aborde les répercussions de la crise syrienne au Liban et les relations entre les Libanais et les Syriens, dans des approches de fond loin des discours de haine.

Edition n° 8, juillet 2015



© Anwar Amro

- 03 La responsabilité des religions en temps de guerre
- 04 Les rues du Liban étranglent l'enfance syrienne
- 05 Prévention et immunisation face aux maladies
- 06 La concomitance des facteurs de violence contre les réfugiées syriennes
- 07 La culture de la tolérance... entre théorie et pratique
- 10 À la recherche d'une définition du statut de réfugié
- 11 Des initiatives de coexistence sociale libano-syrienne dans la Békaa
- 12 « Beyrouth t'a bien changé mon ami! »
- 13 Un roi syrien de la pâtisserie à Beyrouth
- 14 « Ghadan Naltaqi » de Rami Hanna

8 - 9

Le Liban sous le poids de trois grandes vagues d'immigration



L'engagement fidèle de l'Allemagne

Le Liban a été durement touché par le conflit en Syrie, ayant été forcé d'accueillir plus d'un million de Syriens qui ont fui les combats et devant traiter les débordements de violence, dont la propagation a engendré la pire instabilité dans le pays depuis sa propre guerre civile, il y a plus de deux décennies.

L'Allemagne a manifesté un soutien constant au Liban. Son ministre des Affaires étrangères, Frank-Walter Steinmeier, a réaffirmé lors de sa dernière visite il y a deux mois que son gouvernement «ne laissera pas le Liban seul assumer une telle responsabilité».

Éprouvant une grande admiration pour le peuple libanais et fidèle à son engagement et sa volonté d'aider, l'Allemagne a alloué au Liban plus de 280 millions de dollars, portant l'ensemble de l'aide octroyée à environ 960 millions de dollars en vue de traiter la crise des réfugiés syriens depuis 2011.

Je tiens à souligner que l'Allemagne a promis (depuis 2011) d'accueillir 100.000 Syriens pour des raisons humanitaires, plus que le reste de l'Europe, l'Australie et le Canada réunis. Depuis 2012, l'Allemagne a toujours surpassé la France en tant que pays européen, enregistrant le plus de demandeurs d'asile. En 2016, ce nombre atteindra probablement 150.000 personnes en provenance de la Syrie seule. Jusqu'à présent, les municipalités allemandes ont dépensé environ 520 millions d'euros en efforts humanitaires liés à la crise en Syrie. Une partie de ce montant a servi à construire des centres d'accueil pour les réfugiés à travers l'Allemagne.

L'engagement de l'Allemagne prend sa source de son sens des responsabilités, après avoir été elle-même touchée par une crise de réfugiés similaire après la Seconde Guerre mondiale. Les gouvernements allemands successifs sont ainsi devenus un partenaire fiable et efficace dans le traitement de l'aide humanitaire et la coopération économique dans le monde.

Carsten Meyer-Wiefhausen
Chargé d'Affaires de la République Fédérale d'Allemagne

Entre malheur et espoir

Le Moyen-Orient est en ébullition. L'Irak, le Yémen, la Syrie, sont en feu. Les réfugiés fuyant les guerres et leur cortège de massacres suscitent un mélange de compassion et d'appréhension, notamment dans les pays les plus démunis touchés de plein fouet par le déséquilibre démographique, la déstabilisation économique et le manque de moyens en matière de santé publique.

Journalistes, analystes, commentateurs et autres spécialistes de la région ont décidé d'unir leur plume, sous la houlette du Programme des Nations Unies pour le développement, afin d'essayer de faire comprendre toutes les facettes de ce drame qui, faute d'être contenu en attendant un hypothétique règlement, risque de faire sauter la chaudière. Une initiative à laquelle L'Orient-Le Jour a souhaité s'associer.

Mais c'est au milieu des ténèbres que l'on voit poindre souvent le rai de lumière porteur d'espoir. Dans la gestion du malheur de ces populations en proie à l'inconnu, surgissent de formidables exemples de solidarité et de dévouement, résultat de l'interaction entre les réfugiés et les communautés hôtes, enrichie de cette culture de la tolérance propre aux personnes déterminées à faire face à l'adversité. Dans ce mouvement de balancier entre malheur et espoir, tout se passe comme si la vieille guerre du Liban, aujourd'hui passablement dépassée, préfigurait le conflit d'aujourd'hui à plus grande échelle.

Gaby Nasr

Directeur des éditions spéciales du quotidien L'Orient-Le Jour

L'exode syrien, une cause nationale

Dans une déclaration au journal an-Nahar, le ministre des Affaires sociales, Rachid Derbas, avait souligné qu'«il était inutile d'ignorer l'ampleur du problème que pose l'afflux des réfugiés syriens au Liban, de se plaindre ou encore de tenir des discours racistes et négatifs, de telles attitudes contribuant à aggraver la crise».

«Il est également inutile que le dossier de l'afflux syrien soit un facteur de tiraillements politiques, une marchandise qu'on exploite ou qui sert de monnaie d'échange, encore moins un espace pour les guerres intérieures, avait-il ajouté. C'est une cause qui porte atteinte aux intérêts de tous les Libanais. Cela nécessite qu'on s'entende sur une solution qui dépasse les clivages et la polarisation». M. Derbas avait aussi estimé qu'il s'agissait «d'une cause nationale qui nécessite la déclaration d'un état d'urgence politique, c'est-à-dire la mobilisation de toutes les capacités nationales quelles que soient leurs appartenances». «Cette affaire est suffisante pour unifier la volonté libanaise», avait-il souligné.

Des propos séduisants et importants à la fois. On doit peut-être au ministre Derbas la décision du Liban de limiter l'exode, puisqu'il était impossible que des ministres d'autres communautés adoptent le projet, pour éviter qu'il ne prenne des dimensions confessionnelles, en plus de ses dimensions humaines. Celles-ci doivent, en tout cas, être prises en considération, d'autant que l'application de ces mesures doit être suspendue lorsqu'il s'agit de vies humaines menacées de mort. Après tout, les lois ont été promulguées pour le bien de l'homme, et non le contraire.

La proposition du ministre peut toutefois rester lettre morte, si aucune partie n'adopte les solutions ou ne mette au point une vision dans ce sens. L'élaboration d'un avant-projet, qui sera mis en application au terme d'un débat exhaustif, est nécessaire, et cela avant que l'exode syrien ne se transforme, à l'instar de celui des Palestiniens, en un exode à la fois temporaire et permanent. La Syrie fait face à une crise grave. On ne voit pas de solution à l'horizon. Peut-être, comme certains le souhaiteraient, il y aura une partition du pays. Le cas échéant, cela empêchera le retour de nombreux réfugiés dans des régions ou à l'intérieur de mini-États qui leur seraient inhospitaliers.

Ainsi, l'appel du ministre des Affaires sociales à déclarer un état d'urgence politique pour traiter ce dossier épineux est urgent, malgré toutes les crises par lesquelles passe le Liban, puisque l'exode en soi constitue une bombe à retardement. Il pourrait être demandé au ministre Derbas de commencer par organiser des ateliers de travail, auxquels participeraient également des Syriens, afin de mettre des cadres clairs pour le traitement de ce dossier, de manière à préserver les droits du Liban, ainsi que la dignité et les droits humanitaires des Syriens.

Ghassan Hajjar

Directeur de la rédaction du quotidien «an-Nahar»

Réponse humanitaire

Dans les premiers jours du soulèvement syrien, le flux de réfugiés à la frontière a fait ressortir le meilleur de l'hospitalité libanaise, de nombreux villageois ouvrant portes et maisons à ces «étrangers», et leur offrant une nourriture et un abri bien nécessaires.

Mais après quatre ans, et avec plus d'un million de réfugiés dans le pays – ce qui représente un cinquième de la population totale du Liban – la relation est souvent devenue tendue.

Tragiquement, dans certains cas, la situation a provoqué non seulement une réponse inhospitalière, mais donné lieu à une attitude ouvertement raciste. Sans être frappées d'aucune sanction de la part du gouvernement, les municipalités locales ont accroché des panneaux interdisant formellement aux Syriens de se déplacer dès la tombée de la nuit. Des ressortissants syriens ont même été attaqués et des tentes de réfugiés brûlées.

Cette crise humanitaire – l'une des pires de notre temps – mérite pourtant une réponse plus humaine, et non pas celle qui consiste à traiter les réfugiés comme s'ils avaient souhaité dès le départ devenir des sans-abri, sans aucune idée de ce que l'avenir pourrait leur réserver.

Nadim Ladki

Rédacteur en chef du quotidien le Daily Star

Une misère à se partager

Sa voix adorée me parvient à travers le téléphone, lointaine et profonde. Nos appels deviennent de plus en plus espacées, due surtout à mon sentiment de culpabilité quand je m'absente longtemps de la vallée qui était, un jour, verte.

Sa voix bien-aimée me ramène aux ruelles vertes du village, aux visages de mes grands-parents disparus, mais habitant toujours l'âme, le cœur, la pensée et la conscience.

La voix de ma tante paternelle me semble bouleversée, quand elle répète: «Al Hamdoulillah», ni eau, ni électricité, prix révoltants, Roula tarde beaucoup au travail au «Comité de santé», elle se fatigue beaucoup désormais, en raison du grand nombre de réfugiés. Des villageois, sous éduqués, leurs épouses tombent continuellement enceintes, leurs enfants sont souvent malades, ils se contaminent les uns les autres à la vitesse de l'éclair».

Elle se tait, et je me tais en signe de protestation. Elle reprend la parole, comme si elle se parlait à elle-même: «Mais quand même, que Dieu les aide... Ils souffrent d'ignorance comme de pauvreté, de misère et de l'exil. Que Dieu nous épargne de telles épreuves. Mais nous aussi, nous vivons dans la pauvreté, le besoin et la misère, et nous sommes exilés sur notre propre terre depuis que nous y sommes».

Dans sa maison composée de trois chambres, elle vit avec son mari, les deux souffrant de maladies chroniques et douloureuses. Leur fille divorcée habite avec eux, en compagnie de sa fille adolescente. En fin de semaine, leurs fils et leurs familles arrivent de la banlieue de la capitale, et les trois chambres accueillent plus de sept personnes supplémentaires.

Ma tante ne ressemble à personne. Elle est une femme, tendre et aimante, qui ne jette même pas le moindre morceau de pain à la poubelle. Elle les offre plutôt aux poules des voisins. Elle recycle tout ce qui est en sa possession, par cet instinct et cette sagesse propre uniquement aux villageois.

Ma tante bien-aimée qui ressent instinctivement les maux des dépourvus, elle qui a connu la misère, qui a vécu l'exil et l'exode, et la maturité précoce. Elle qui a contribué à l'éducation de ses nombreux frères et sœurs. Elle qui s'est effacée jusqu'aux limites de l'abandon total pour garantir leur percée dans le monde, avant d'élever ses propres quatre enfants, et que la mort de l'un d'eux a bouleversé sa vie à jamais.

Ma tendre tante, qui est toujours prête à donner aux pauvres qu'elle rencontre la nourriture réservée à ses enfants, se sent aujourd'hui submergée par un flot de réfugiés qu'elle n'a pas les moyens d'aider. Il n'est pas tout à fait exact de dire qu'elle est submergée, elle ne sait tout simplement pas comment se forger une opinion par rapport à leur présence.

Ma tante me parle au téléphone comme si elle parlait toute seule: «Ne savent-ils pas que leurs femmes ne doivent pas tomber enceintes? Eux au moi, ils ont ceux tentent de leur assurer un toit pour les abriter, de la nourriture qui leur suffit, et des médicaments qui les guérissent... Et nous, personne ne prête attention à nous. Ils sont toutefois de pauvres gens, ma nièce. Victimes de l'injustice en exil. Une souffrance qui s'ajoute à une autre. Ce qu'ils racontent ferait pleurer les pierres. Que Dieu nous préserve des coups du sort. Ils ont toujours été au rendez-vous pour nous... Mais nous avons à peine de quoi subsister, alors comment leur rendre la pareille?».

Hanady Salman

Directrice de la rédaction du quotidien «as-Safir»

La responsabilité des religions en temps de guerre : servir l'être humain et construire la paix

Fadi Daou*

Nombreux sont ceux qui préfèrent ne pas associer les religions aux questions soulevées par les conflits dans leurs dimensions politique et sociale. Il y a ceux qui estiment que la religion est beaucoup trop noble pour être impliquée dans le cours des conflits de pensée et des intérêts sectaires, et ils tendent, avec une facilité exagérée, à la disculper des actes horribles commis en son nom, justifiant cette démarche par la distinction radicale entre la religion et ses adeptes. Conformément à cette idée, ils font assumer la responsabilité de toute déviation ou déformation des principes religieux à certains adeptes qui auraient mal compris et mal appliqué les préceptes de la religion, alors même que ceux qui osent demander des comptes aux institutions religieuses, notamment par rapport à leurs discours vis-à-vis de ces déviations, sont accusés de ne pas respecter la nature sacrée des religions.

De l'autre côté, il y a ceux qui estiment que les religions n'ont aucun rôle dans le traitement des crises et la résolution des conflits, du fait de leur incapacité et de l'inaptitude de leurs dignitaires à appréhender ces questions de nature politique et séculière, radicalement différentes des questions de nature spirituelle et sacrée. Ces personnes sont convaincues qu'il est préférable de limiter la religion au créneau qu'ils pensent être le sien, conformément au principe du respect de la liberté de croyance, et de l'implication dans la vie humaine sur une base civile globale et non confessionnelle.

Toutefois, les événements qui secouent notre région montrent à quel point il nous faut dépasser les deux positions évoquées ci-dessus et en adopter une troisième, notamment au regard des événements liés à la crise en Syrie et ses répercussions humanitaires et sociales, à l'instar de la dislocation du tissu social à l'intérieur du pays et de l'exode de millions de personnes vers les pays voisins, principalement le Liban. Cette troisième position prendrait en considération autant la nécessité d'éviter le risque de voir la religion utilisée comme outil de conflit, que l'importance du rôle joué par les institutions et les autorités religieuses pour limiter la politisation du discours religieux et véhiculer le message humanitaire et global des valeurs, face aux conflits confessionnels, sectaires. D'ailleurs, il est de plus en plus évident que les institutions religieuses peuvent jouer un rôle positif et nécessaire par le biais de leurs vastes réseaux, capables d'atteindre les populations visées et de déterminer leurs besoins, les services à leur offrir et la protection à leur assurer contre les dangers de l'extrémisme et de la violence.

En réalité, on ne peut séparer la religion de sa dimension liée aux valeurs humaines universelles, sous peine de la voir perdre le sens de son message, et de se transformer en un projet idéologique dont les partisans seront confinés dans des systèmes doctrinaux en dehors de la marche de l'histoire et de la civilisation humaine. Cela s'applique de manière essentielle aux deux religions chrétienne et musulmane qui, malgré les différences de doctrine, reconnaissent toutes deux la nécessité d'associer la foi en Dieu à la charité envers son prochain. Les Livres saints rappellent que l'origine de l'humanité est une (Adam et Eve) et que, par le fait même, les êtres humains forment une seule famille, et qu'ils sont frères. L'islam enseigne notamment que les humains sont tous des enfants de Dieu, ce qui ajoute au lien de solidarité une dimension sacrée qui sert de fondement à la relation entre les humains et Dieu: «Toute la créature constitue la famille d'Allah, le plus

aimé d'Allah est le plus utile à sa famille» (Hadith du Prophète).

La paix représente ainsi la valeur sociale centrale véhiculée par les religions comme faisant partie de la mission de l'homme sur terre, en signe d'accomplissement de la volonté divine. Suivant les paroles du Christ: «Heureux les artisans de paix car ils seront appelés fils de Dieu» (Mathieu 5:9). L'islam va jusqu'à rattacher la foi à la charité et à l'instauration de la paix, selon le hadith suivant du Prophète: «Vous n'entrerez au Paradis que si vous êtes réellement croyants, et vous ne serez réellement croyants que si vous vous aimez les uns les autres. Voulez-vous que je vous indique une chose par laquelle vous vous aimerez les uns les autres? Répandez la paix («salam») parmi vous». Cela correspond à l'instauration de la justice et de l'égalité sociale. La paix en tant que valeur se traduit, socialement parlant, par la justice, sans laquelle le concept de la paix se transforme en une écorce creuse et en un slogan dénué de sens. C'est pour cela que les religions ont considéré la justice comme l'un des principes fondamentaux de l'exercice de la foi et de l'application des préceptes divins. Nous lisons dans le Coran: «Ô vous qui croyez! Soyez fermes dans l'accomplissement de vos devoirs envers Dieu, et impartiaux quand vous êtes appelés à témoigner! Que l'aversion que vous ressentez pour certaines personnes ne vous incite pas à être injustes! Pratiquez l'équité, vous n'en serez que plus proches de la piété! Craignez Dieu! Dieu est si bien informé de ce que vous faites» (Sourate de la Table – Al-Mâ'ida, 5:8). Le prophète Isaïe fait une belle description du Messie que les chrétiens ont reconnu en la personne du Christ: «Il ne jugera point sur l'apparence, Il ne se prononcera point sur un oui-dire. Mais Il jugera les

pauvres avec équité, et Il se prononcera avec droiture sur les malheureux de la terre. Il frappera la terre de sa parole comme d'une verge, et du souffle de ses lèvres Il fera mourir le méchant».

En vertu de ce qui précède, il est évident qu'il faut profiter de ces ressources religieuses et de l'impact de ce discours sur le public, pour concentrer tous les efforts en vue de faire régner la justice et la paix, préserver la dignité de l'homme, et se solidariser avec les moins nantis, sans distinction d'ordre confessionnel, ethnique ou de classe sociale. C'est ainsi que les institutions et les groupes religieux s'accordent sur la nécessité de s'intéresser non seulement à leur propre groupe, mais à l'humanité entière, tout en encourageant les croyants à faire de même.

Sur un autre plan, une telle position pousse les autorités religieuses à assumer leurs responsabilités dans l'évolution du discours religieux, de façon à le rendre plus cohérent avec la dimension des valeurs véhiculées par les messages divins, ainsi qu'avec les circonstances qui découlent des événements et de leurs retombées sur la société. En vertu du principe selon lequel la religion doit être consacrée au bien de l'homme, et non le contraire.

La fondation «Adyan» a adopté cette approche depuis le début de la crise syrienne, et considère qu'il faut gérer ses conséquences sur cette base. L'association a ainsi pu rassembler les différentes autorités religieuses dans le cadre d'un programme de construction de la paix par le biais de la réconciliation et du renforcement de la résilience sociale et interreligieuse face à la violence et à ses répercussions. Les autorités religieuses chrétiennes et musulmanes en Syrie et au Liban se sont retrouvées autour d'une vision commune visant à juguler l'extrémisme par l'élaboration de cursus pédagogiques, notamment d'enseignement religieux, ainsi que la création d'outils adéquats pour permettre aux prêcheurs et prédicateurs de mieux s'adapter aux circonstances actuelles et aux défis qu'ils soulèvent. De manière significative, ils ont réclamé la formation des secouristes et des travailleurs humanitaires, à la culture du respect de la différence, de la diversité religieuse et de la solidarité humaine, afin que le travail humanitaire ne se transforme pas en une source de discrimination et de tensions entre groupes disparates, mais qu'il demeure un moyen de préserver le tissu social diversifié, et une occasion de renforcer la coexistence sur les bases du respect de la différence et de la solidarité globale avec tous les êtres humains.

En réalité, on ne peut séparer la religion de sa dimension liée aux valeurs humaines universelles, sous peine de la voir perdre le sens de son message, et de se transformer en un projet idéologique dont les partisans seront confinés dans des systèmes doctrinaux en dehors de la marche de l'histoire et de la civilisation humaine

*Prêtre maronite, président de la fondation «Adyan», professeur et auteur d'ouvrages de théologie et de philosophie politique

Les rues du Liban étranglent l'enfance syrienne

Abdel-Rahman Orabi*

Les petits mendiants syriens postés aux grands croisements des rues du Liban ne tendent pas seulement la main pour de l'argent; certains sollicitent aussi de l'eau et de la nourriture, pointant de leurs petits bras le reste des membres de la famille assis sur le trottoir.



La petite fille aux cils poussiéreux ne s'en embarrasse pas; elle demande franchement la bouteille d'eau posée à côté de lui, sur le siège avant, par le conducteur, en lui disant: Ma mère a soif! C'est de la même manière qu'elle réclame une boîte de conserve «parce qu'elle a faim», en posant la main sur son ventre creux, dans une expression universelle de faim. Parfois, les enfants émergent de derrière une montagne de paquets de mouchoirs en papier, de fleurs ou de crayons, camelote qui leur assure de petits gains, histoire de suppléer aux grands dans la couverture des frais de la famille.

En raison de la cohue créée par le trop grand nombre d'enfants mendiants, certains d'entre eux choisissent de circuler autour des magasins et des restaurants pour vendre leur pacotille de fleurs, de paquets de mouchoirs en papier ou de crayons.

Aux abords de l'un des restaurants de Tripoli, dans le Nord libanais, la petite Ola, portant un grand bouquet de roses, est visible presque tous les jours. La direction du restaurant semble encourager sa présence. Mais tous les patrons de restaurants ne sont pas aussi bienveillants. Un petit Syrien a même été brutalisé par un serveur, dans un grand restaurant de la rue Hamra, à Beyrouth. Un incident qui a enflammé d'indignation les réseaux sociaux. Mais qui s'est soldé par un piquet de protestation orphelin devant le restaurant en question.

Cette agression est loin d'être la seule, et les coups ne sont pas la seule brutalité essuyée. À Saïda, la petite Fatmé est morte, écrasée par une voiture, peu avant minuit, alors qu'elle tentait de solder ses dernières roses. Le chauffard criminel qui l'a tuée a disparu, mais un groupe de jeunes devait, le lendemain, organiser une manifestation pour «la vendeuse de roses», dans un effort pour sensibiliser l'opinion aux graves dangers qui menacent les enfants de réfugiés syriens dans les rues du Liban. Quelques stations de télévision ont relayé cet effort et reçu les organisateurs

en invités de leurs programmes. Ceux-ci ont expliqué les dangers physiques et psychiques encourus par les enfants dans les rues du Liban. Des risques qui se renforcent au fur et à mesure qu'avance la soirée, et que se vident les lieux où les enfants attendent les adultes qui les ramasseront.

Selon un rapport de l'agence britannique Care paru en juin 2014 plus de 50,000 enfants syriens réfugiés au Liban travaillent 12 heures par jour dans des circonstances difficiles, pour subvenir aux besoins de logement et de nourriture de leurs familles.

Seuls 30% des enfants de réfugiés sont scolarisés, selon la même étude. Même là, la violence verbale et physique que subissent ces enfants transparait clairement dans les expressions racistes et confessionnelles qu'ils véhiculent dans leur langage; ces petits portent parfois des lames et montrent dans leur conduite des signes de repli et de peur de la société. Des associations civiles locales et internationales essaient de leur proposer des programmes de soutien psychologique et social destinés à l'enfance, parallèlement aux programmes académiques. Quant aux enfants de rues, plus exposés aux problèmes sociaux et psychologiques, et même à la violence physique, ils sont privés même de cet appui, du fait de leur absence des écoles spéciales destinées aux réfugiés, sans parler des parents acculés à les pousser à mendier ou à travailler pour subvenir aux besoins de la vie. Selon une étude établie conjointement en février dernier par le ministère libanais du Travail, l'Organisation internationale du Travail (OIT) et l'association «Save the Children», les enfants syriens représentent 73% des enfants de rues au Liban, et la plupart souffrent de violence familiale, physique, et d'exploitation sexuelle. Le ministre libanais du Travail Sejean Azzi les qualifie, dans l'étude en question, de «bombes à retardement» et de «projets potentiels de terroristes». Le ministre a souligné combien il est important de les traiter humainement, étant la «chair de notre chair». Il s'est engagé en mars dernier à achever

au plus vite l'étude d'un centre d'accueil qui leur serait destiné. Mais la promesse est restée verbale, et seul un site électronique relevant de «l'unité de lutte contre le travail des enfants» a vu le jour au ministère.

Sur le terrain, les agents des Forces de sécurité intérieure s'abstiennent d'arrêter les enfants de rues syriens, sauf dans les cas d'usage ou d'écoulement de drogue, faute de disposer de centres de détention spéciaux pour les adolescents, ainsi qu'en raison du surpeuplement des pavillons pour délinquants dans les prisons libanaises. Un certain nombre d'officiers assurent que, pour cette raison, ils sont forcés de fermer l'œil sur certaines situations de délinquance juvénile. Certains observateurs redoutent que ne se compliquent, avec le temps, les problèmes sociaux que pose la présence des enfants syriens dans la rue. Le mariage précoce des filles de réfugiés, pour des raisons financières, en est un. La précocité nuptiale peut également se justifier par le besoin de protéger ces filles du harcèlement, ou de la prostitution. Le risque existe aussi qu'elles ne soient recrutées par des gangs de voleurs; ou que des groupes religieux ne transforment de jeunes adolescents en enfants-soldats. Des scénarios tout à fait réalistes à mesure que cette situation d'exception se prolonge.

Pour l'Onu, le règlement du problème du travail des enfants de réfugiés syriens est directement lié à l'assurance d'une aide alimentaire sûre et régulière à leurs familles. De toute évidence, l'arrêt de cette aide risque d'avoir sur les enfants les conséquences désastreuses évoquées plus haut.

Dans tous les cas, le manque de statistiques officielles relatif au travail des enfants syriens entoure ce fléau social d'un grand brouillard d'ignorance aussi bien au niveau des chiffres qu'au niveau des réponses possibles.

Santé

Prévention et immunisation face aux maladies contagieuses dans les milieux défavorisés

Roula Moawad*

Les maladies contagieuses ne sont pas racistes comme les hommes. Elles sont plutôt opportunistes, dans le sens où elles profitent de la pauvreté et de la précarité des conditions sanitaires pour attaquer leurs victimes, quelle que soit le milieu auquel elles appartiennent. En général, ces milieux sont pauvres.

Ces maladies résultent de la détérioration des conditions de vie dans les milieux surpeuplés. La panique non justifiée de certains face à l'afflux des réfugiés à la suite des derniers événements dans la région peut ainsi être évitée, rien qu'en se prémunissant contre les virus, les germes et les maladies. L'exode est souvent accompagné d'une propagation des maladies transmissibles qui pourraient semer la panique, notamment en l'absence d'une sensibilisation sur les moyens adéquats de les prévenir. Ces maladies surgissent en raison de la détérioration des conditions de vie qui caractérisent l'exode, mais aussi en raison du manque d'eau potable non contaminée et de celle propre à l'utilisation personnelle. À cela s'ajoute le problème du traitement des déchets solides et liquides dans les régions où se trouvent les réfugiés.

La campagne de sensibilisation englobe l'hygiène personnelle, notamment le lavage répété des mains. Elle suppose également qu'il faut assurer une eau potable, traiter les déchets de manière sûre et œuvrer à améliorer les conditions sociales, en collaboration avec les ministères concernés, les conseils municipaux et la société civile. Cela est d'autant plus important que la sécurité sanitaire affecte tout le monde, le problème n'étant pas limité aux communautés de réfugiés. Il est donc nécessaire de respecter le calendrier de vaccination tel que prévu par le ministère de la Santé et d'éviter de semer la panique, d'autant que la vaccination et la bonne hygiène personnelle contribuent à diminuer le risque des maladies.

Selon le Programme de surveillance épidémiologique au ministère de la Santé (site Web du ministère libanais de la Santé), une épidémie d'oreillons sévit parmi les réfugiés depuis l'hiver dernier, 177 cas ayant été enregistrés depuis le début de l'année en cours. Des cas d'hépatite A (109 cas) ont également été enregistrés, ainsi que des cas de leishmaniose cutanée (12 cas), de méningites (99 cas), d'hépatite B (16 cas), de paralysie flasque aiguë (4 cas). Aucun cas de poliomyélite n'a été enregistré. Le ministère de la Santé obtient ces chiffres des hôpitaux et des centres médicosociaux des différentes régions.

Il convient de noter que le ministère de la Santé ne considère pas l'afflux syrien comme un sujet à part. Au contraire, il fait partie du système global de santé, d'autant que les maladies transmissibles ne connaissent pas de frontières ni d'identité. C'est ce qu'affirme d'ailleurs la directrice du département de la médecine préventive au ministère de la Santé, Atika Berry, qui souligne qu'en cas de propagation d'une maladie transmissible, le ministère réagit en considérant qu'il s'agit d'une source de danger pour l'ensemble de la société et pour tout individu vivant sur le territoire libanais. De ce fait, toutes les



mesures sont prises dans l'intérêt sanitaire de tout un chacun.

Se penchant sur la lutte contre l'épidémie d'oreillons, le Dr Berry a indiqué que «le ministère conseille de vérifier le carnet de vaccination de chaque patient et de rattraper le manque de vaccinations pour plus de protection au cas où un citoyen tombe malade, notamment parmi les élèves et les étudiants». De plus, la personne malade doit rester chez elle au moins cinq jours, ou jusqu'au dégonflement des glandes parotides (la glande salivaire la plus volumineuse). Parmi les symptômes des oreillons, on signale notamment la fièvre et un gonflement des glandes parotides qui apparaît sur la joue ou les deux joues du patient.

Pour ce qui est de la leishmaniose, d'autant que la saison estivale a commencé, le ministère de la Santé met l'accent sur la nécessité de se débarrasser définitivement des déchets et de lutter contre les insectes, notamment le phlébotome (petit insecte

qui ressemble à un moucheron) dont la piqûre de la femelle transmet la maladie. Cet insecte prolifère dans les ordures, d'où la nécessité de s'en débarrasser. Il est également important de couvrir l'endroit de la piqûre pour réduire les risques de contamination.

Pour éviter l'hépatite A, le Dr Berry insiste sur «la nécessité d'utiliser une eau propre, d'appliquer les principes de la sécurité sanitaire des aliments, de consommer des produits sains non contaminés, d'adopter une hygiène adéquate lors de la préparation et de la présentation des plats et de ne pas mélanger les aliments notamment lors de leur manipulation». L'hépatite A se traduit principalement par une fièvre, une nausée, un vomissement et souvent une diarrhée. Chez les enfants âgés de plus de 7 ans, le blanc des yeux prend une coloration jaunâtre. En revanche, cela n'est pas le cas chez près de 70% des enfants atteints d'hépatite A, âgés de moins de 7 ans, d'où la

nécessité de surveiller les autres symptômes chez les tout petits et les nourrissons.

Le ministère de la Santé souligne en outre l'importance de mener des campagnes de sensibilisation auprès des parents et des enseignants. Il insiste également sur la nécessité de se conformer au traitement prescrit par le médecin, sans recourir de manière anarchique aux antibiotiques qui peuvent aggraver les cas d'hépatite A, puisque qu'ils peuvent entraîner des complications. Il est important de mettre les patients en quarantaine jusqu'à ce qu'ils se rétablissent, afin d'éviter la transmission de la maladie. Il faut noter enfin que certains élèves déplacés ont attrapé la gale et des poux. Cela est principalement dû au surpeuplement et à l'absence des conditions sanitaires les plus élémentaires. La gale se traduit par des démangeaisons répétées de la zone touchée. Des lésions cutanées en raison du grattage peuvent apparaître. Celles-ci peuvent s'infecter à cause des bactéries qui prolifèrent sur la peau. La gale est une maladie due à un parasite et dont le traitement est basé sur l'hygiène, avec un changement régulier des draps, des oreillers et des vêtements. Un traitement local doit aussi être appliqué.

Le ministère de la Santé ne considère pas l'afflux syrien comme un sujet à part. Pour lui, il fait partie du système global de santé, d'autant que les maladies transmissibles ne connaissent ni frontières ni identité

* Professeure universitaire, journaliste au quotidien «an - Nahar», présentatrice et préparatrice de nombreux programmes télévisés

La concomitance des facteurs de violence contre les réfugiées syriennes

Maya el-Hélou*

A l'ombre de la physionomie géographique internationale actuelle, le phénomène de l'exode d'un pays à un autre, sous le poids de la guerre ou de facteurs économiques et sociaux, est devenu l'une des situations les plus violentes à laquelle pourrait être confronté un individu. A cet égard, la Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés a souligné que la crise de l'exode syrien constitue l'une des plus graves crises de réfugiés depuis la Seconde Guerre mondiale. Avec les mesures de restriction prises pour protéger les frontières, l'exode est devenu une opération complexe, présentant moult dangers aux frontières et à l'intérieur des pays hôtes.

L'on sait déjà que la violence contre les femmes est un phénomène qui est enraciné dans la plupart des sociétés. Si l'on ajoute à ce facteur la violence induite par l'exode, on dénote alors les épreuves spécifiques endurées par les femmes réfugiées, plus particulièrement les Syriennes, du fait du contexte économique et social provoqué par l'exode. En raison de la localisation des camps, très éloignés des villes, et à cause du manque de opportunités de travail, les camps se transforment en de quasi lieux de détention, sous l'effet des tracasseries nouvelles imposées par l'Etat, notamment la Sûreté générale, aux réfugiés. Cela englobe les difficultés créées pour leur entrée au Liban, sans compter les problèmes en rapport avec leurs papiers officiels et leurs permis de séjour, ce qui entrave sensiblement leur libre déplacement.

A cela s'ajoute le couvre-feu imposé par certaines municipalités à Beyrouth et dans les régions, ce qui a pour résultat que les réfugiées vivent pratiquement dans une prison au sein d'une prison. Nombre d'entre elles (dépendamment, évidemment, de leur situation sociale) ne sont pas en mesure de quitter le Liban pour regagner leur pays, à cause de la guerre, et elles n'ont pas la possibilité de se rendre dans d'autres pays pour des considérations économiques et en raison des difficultés à obtenir des visas d'entrée.

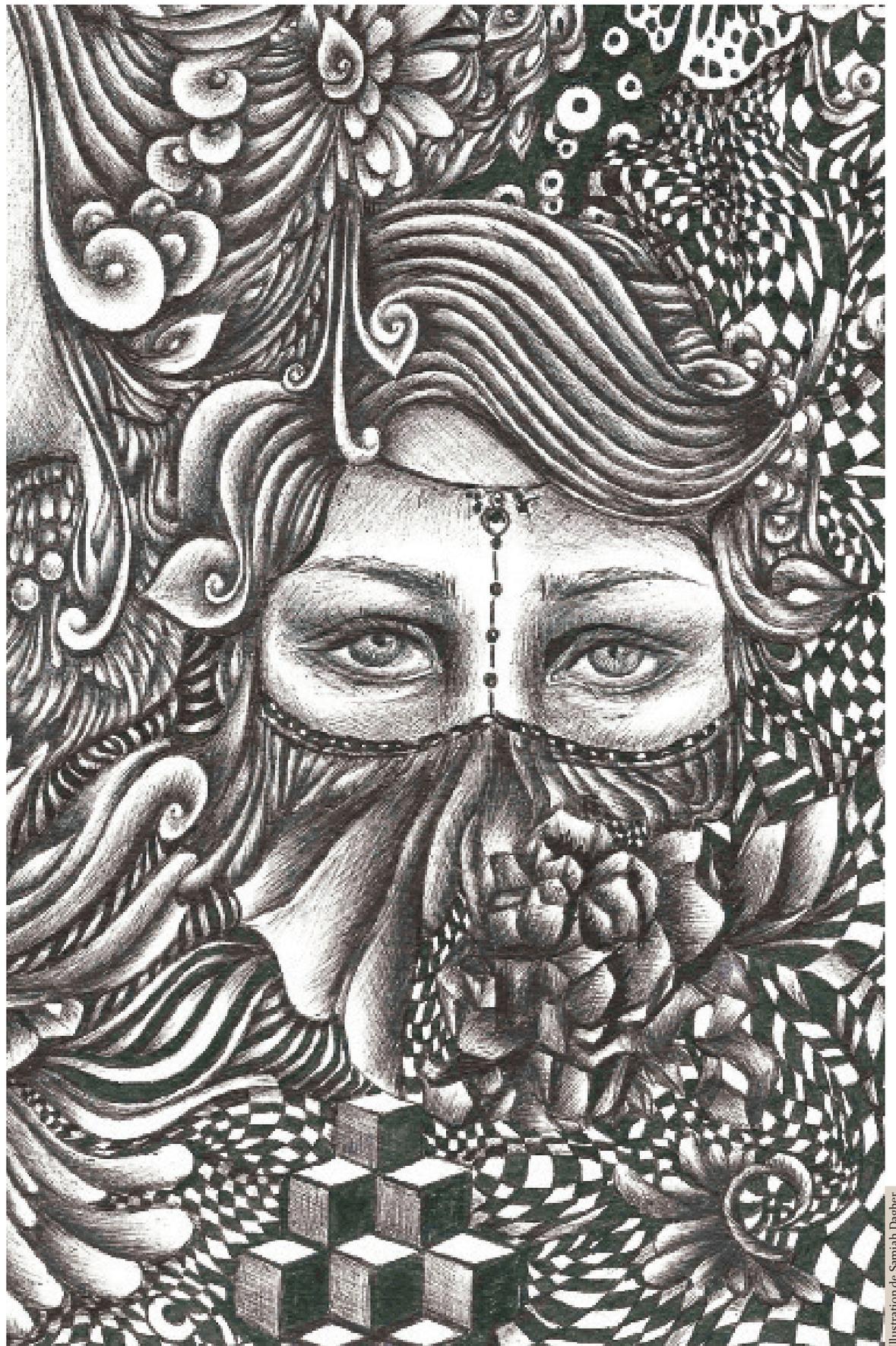
Pour toutes ces raisons, les réfugiées vivent désormais à l'ombre d'un contexte dans lequel elles subissent la violence. Parallèlement, les réglementations institutionnelles mises en place pour «organiser l'exode» les ont placées dans une situation précaire, rendue encore plus difficile du fait de leur exploitation au niveau de l'emploi ou même dans la rue. Nombre de réfugiées sont ainsi carrément harcelées, mais elles ne peuvent réclamer des comptes à ceux qui leur font subir une violence et qui s'emploient à les exploiter. Même les policiers les traitent souvent de manière inacceptable en leur faisant subir une violence verbale et morale.

L'ensemble de ces facteurs compliquent l'entrée des réfugiées sur le marché de l'emploi afin qu'elles puissent assurer leurs moyens de subsistance. Elles misent, par conséquent, sur les services assurés par les ONG, locales et internationales, qui ne sont plus en mesure de couvrir leurs besoins en raison de l'aggravation de la crise. De plus, le ministère du Travail a récemment fixé les professions que les réfugiés syriens peuvent exercer. Ces professions revêtent un caractère prolétaire par excellence et leur rémunération ne dépasse pas le salaire minimum vital. Cela permet aux patrons d'exploiter les réfugiés, hommes et femmes, aussi bien sur le plan financier que sexuel.

Ce cycle de violence ne se limite pas au seul volet social mais il touche aussi le volet privé. Nombre d'associations ont ainsi relevé un accroissement de la violence à domicile du fait des problèmes qui entravent l'octroi des services au sein des camps. Un certain nombre d'organisations ont tenté d'assurer aux femmes des lieux sûrs afin qu'elles puissent s'exprimer au sujet de la violence et obtenir une aide, mais des associations féminines locales ont établi des rapports dans lesquels elles dénoncent les méthodes d'action des associations internationales. Ces rapports se basent sur les témoignages de certaines réfugiées qui se plaignent du fait que ces associations organisent de nombreuses séances de dialogue afin de déterminer les besoins des réfugiées, et lorsqu'il s'agit de mettre à exécution les projets préconisés et d'assurer les services requis, elles ne tiennent pas compte des doléances exprimées et se contentent d'appliquer des plans d'action préétablis.

La question qui se pose, par voie de conséquence, est de savoir par quels moyens serait-il possible d'assurer aux réfugiées des structures d'accueil plus sûres. Que pourraient faire l'Etat, la population hôte et les associations afin d'atténuer les effets de la situation précaire dans laquelle se trouvent les réfugiées. Les interrogations sont nombreuses mais la réalité reste la même. Au bout de toutes ces années d'exode, les réfugiées syriennes ne disposent d'aucun espace sûr.

* Chercheur en féminisme



La culture de la tolérance... entre théorie et pratique

Najib Nseir*

Les tribunes médiatiques arabophones sont pleines, depuis assez longtemps déjà, de ce qu'il est convenu d'appeler la culture de la tolérance, dans le présumé simpliste que la tolérance est une culture.

Cette expression implique l'idée que la culture de la tolérance est chose familière à la aux cultures arabes. En général, à l'appui d'un tel énoncé, sont produites des preuves tirées de l'histoire et de la tradition, mais dont les interprétations sont forcées pour les besoins de la cause, de façon à leur permettre de s'harmoniser avec une notion improvisée et distordue de la «tolérance» présentée comme une culture qui n'aurait besoin que d'être mise en lumière, pour devenir réalité effective. Tout cela au prix de confusions irresponsables avec d'autres notions, comme celle de pardon, de réconciliation, de miséricorde, de paix ou de l'Autre, pour ne citer que ces quelques concepts régulateurs de la conduite en société ou entre individus.

C'est ainsi que cette tolérance comme «culture» se transforme en une parole abstraite sans signification précise, précautionneusement approchée de manière à ne pas être exagérée et exploitée au détriment de la société qui l'a secrétée (qu'on accuserait d'imiter l'Occident par exemple), réduite à n'être qu'une belle image, une culture hypothétique et souhaitable sans autre obligation de résultat.

Cependant, le débat sur la tolérance est l'un des plus centraux de la problématique de la croissance. Il l'est plus particulièrement dans une culture globale où l'Autre est perçu comme nuisible ou ayant l'intention de nuire, ou qu'il est non-crédible, de sorte que le grand débat s'enlise dans un pathos existentiel vain, pour renaître sous d'autres formes et avec d'autres critères, dans le souci obstiné de prouver que la tolérance existe comme culture et comme solution possible, dans des limites bien définies à certains problèmes de société, et pour la seule raison que ce terme existe dans la langue.

Mais ce potentiel d'interprétation expose le débat sur la tolérance à se situer dans un contexte de violence tel que les valeurs de la modernité sont refoulées, au profit des valeurs de la tradition, arbitrées à leur tour par un Sacré intangible.

Certes, il est difficile de nier la valeur humaine éminente de la tolérance, mais cette valeur reste exclusivement sociétale, car elle vise à servir les intérêts d'une société donnée. En d'autres termes, il s'agit d'un concept contemporain issu des Lumières qui n'apparaît pas comme déterminant dans les sociétés traditionnelles, où c'est la tyrannie, la discorde, le confessionnalisme et autres cancers qui lui sont substitués.

Partant, il semble illusoire, mensonger et trompeur de prétendre que la tolérance existe à l'état naturel dans les sociétés humaines. Car la tolérance comme valeur sociétale ne peut exister et perdurer en-dehors de l'égalité, de la liberté personnelle, de l'initiative personnelle et libre et de la dignité humaine. La tolérance, ainsi comprise, n'est pas une concession faite par une personne, une collectivité ou un courant idéologique, mais la manifestation d'une volonté de préserver des intérêts collectifs et d'offrir une solution dans des contextes difficiles et susceptibles de déboucher sur la violence, où la loi est incapable de faire son œuvre dans des délais raisonnables, Résumons-nous. Il n'existe pas dans la pensée arabophone de définition de la tolérance, hormis des expressions comparatives, purement linguistiques ou encore des approches sentimentales, existentielles, à

la gloire de la tradition. De telles définition valorisent la tolérance comme acte de bienfaisance et de pardon reposant sur la condescendance du vainqueur à l'égard du vaincu.

Tout cela nous conduit à nous interroger clairement et sans détour sur le concept de tolérance dans la société contemporaine. En examinant le binôme tolérance-vengeance, nous sommes conduits à nous interroger: quel tort le sunnite contemporain a-t-il fait au chiite contemporain ou vice-versa, ou bien le musulman au chrétien et vice-versa, pour que la tolérance soit de rigueur? Ou encore qu'ont fait les Espagnols pour que nous leur pardonnions (ou que nous ne leur pardonnions pas) d'avoir repris leur pays, une fois passée «la conquête arabe»?

Comment pardonner à quelqu'un un tort qu'il n'a pas commis, en présumant d'avance qu'il nous doit gratitude? Pour qu'en définitive nous découvriions que ce pardon, cette tolérance que nous croyions accomplie dans notre culture n'est qu'une profonde et inconsistante illusion...

Cette tolérance est pur mensonge et ignorance car, et la réalité est là pour le confirmer, nous ne pardonnons pas et ne faisons pas preuve de tolérance; en réalité nous n'avons pas d'espace sémantique ou logique où insérer la notion de pardon. Culturellement, nous n'avons pas «pardonné» aux Espagnols de nous avoir repris leur propre pays (et je le dis à titre d'exemple non exhaustif), et n'avons pas accordé notre pardon aux Francs pour leurs guerres, bien que nous ayons fini par les chasser, et les fils d'une même communauté

ne se sont rien pardonnés, pour ne rien dire des différentes sectes et religions entre elles.

Comment, après cela, parler de la culture du pardon et nous gargariser de mots, alors que de simples différences sont prétextes à des règlement de comptes, que leur issue soit l'exercice de la tolérance, ou encore la punition et la vengeance, ou encore l'anéantissement...?

La tolérance ne saurait exister qu'entre sujets parfaitement égaux en droits, réellement et publiquement, et voilà ce qui manque radicalement à notre héritage et à notre culture contemporaine, où l'égalité est impossible, que ce soit du fait de législations distinctes, ou qu'elle soit absente de la Constitution ou des lois. C'est du moins ce que la pratique établit.

Hors de l'égalité, point de tolérance – et l'égalité est impossible, comme le montrent l'histoire des confessions, tribus, religions et sectes, sans parler de l'histoire des tyrannies. C'est pourquoi, la seule option possible réside dans l'adoption de la Charte des droits de l'homme dans les Constitutions et les lois (intégralement, et sans aucune exclusive cachée). Alors seulement pourrons-nous considérer la tolérance comme valeur sociétale, comme notion reposant sur un socle juridique clair et susceptible d'encadrer une évolution sociale vers une modernité effective, hors des dissertations théoriques et vides. Car cette vertu échappe à toutes les définitions légales régulatrices de la vie en société en raison de la pléthore d'interprétations utilisée pour prouver son existence et la légitimer dans le patrimoine culturel. On peut même aller jusqu'à dire que c'est cette pléthore qui a induit les tueries auxquelles nous assistons au nom d'une illusion d'authentique enracinement dans les valeurs traditionnelles.

En réalité, il n'y a pas de tolérance et de pardon dans notre culture, ni comme vertu, ni comme valeur humaine fondée sur l'homme; il n'y a pas non plus de système juridique clair comparable à ce qui existe dans le patrimoine de l'humanité, et qui réglerait la vie des sociétés dont pourrait émaner un État.

Ce que nous voyons et vivons, c'est l'obstination et la détermination à entrer dans un âge des ténèbres long et sanglant, partant du fait que l'Autre est différent, et qu'il ne faut ni l'imiter, ni imiter son expérience humaine... Notre façon à nous, peut-être, de comprendre la tolérance!

La tolérance ne saurait exister qu'entre sujets parfaitement égaux en droits, réellement et publiquement, et voilà ce qui manque radicalement à notre héritage et à notre culture contemporaine, où l'égalité est impossible, que ce soit du fait de législations distinctes, ou qu'elle soit absente de la Constitution ou des lois

Le Liban sous le poids de trois grandes vagues d'immigration

Hassan al-Zein*

Le Liban a accueilli, durant près d'un siècle, trois grandes vagues d'immigration, dont le nombre de réfugiés dépasse celui des habitants du pays (trois millions et demi). Ces vagues d'immigration sont: l'exode des Arméniens qui ont fui les massacres ottomans en 1915, la crise des réfugiés palestiniens après la création de l'Etat d'Israël en 1948 et en 1967, et la crise des réfugiés syriens depuis 2011. Cet article est une tentative résumée d'analyse dans une perspective sociale et économique, loin de la politique, de ses discours et de ses vicissitudes.

L'historien et chercheur Fawaz Traboulsi pense que ces trois vagues de réfugiés présentent de nombreux points communs, allant des problèmes qui se posent aux premières heures de l'exode, notamment les modalités de logement de ces réfugiés, jusqu'à la recherche des moyens de profiter de la nouvelle main d'œuvre, qui n'est pas la dernière des questions soulevées par de pareils événements.

L'exode arménien

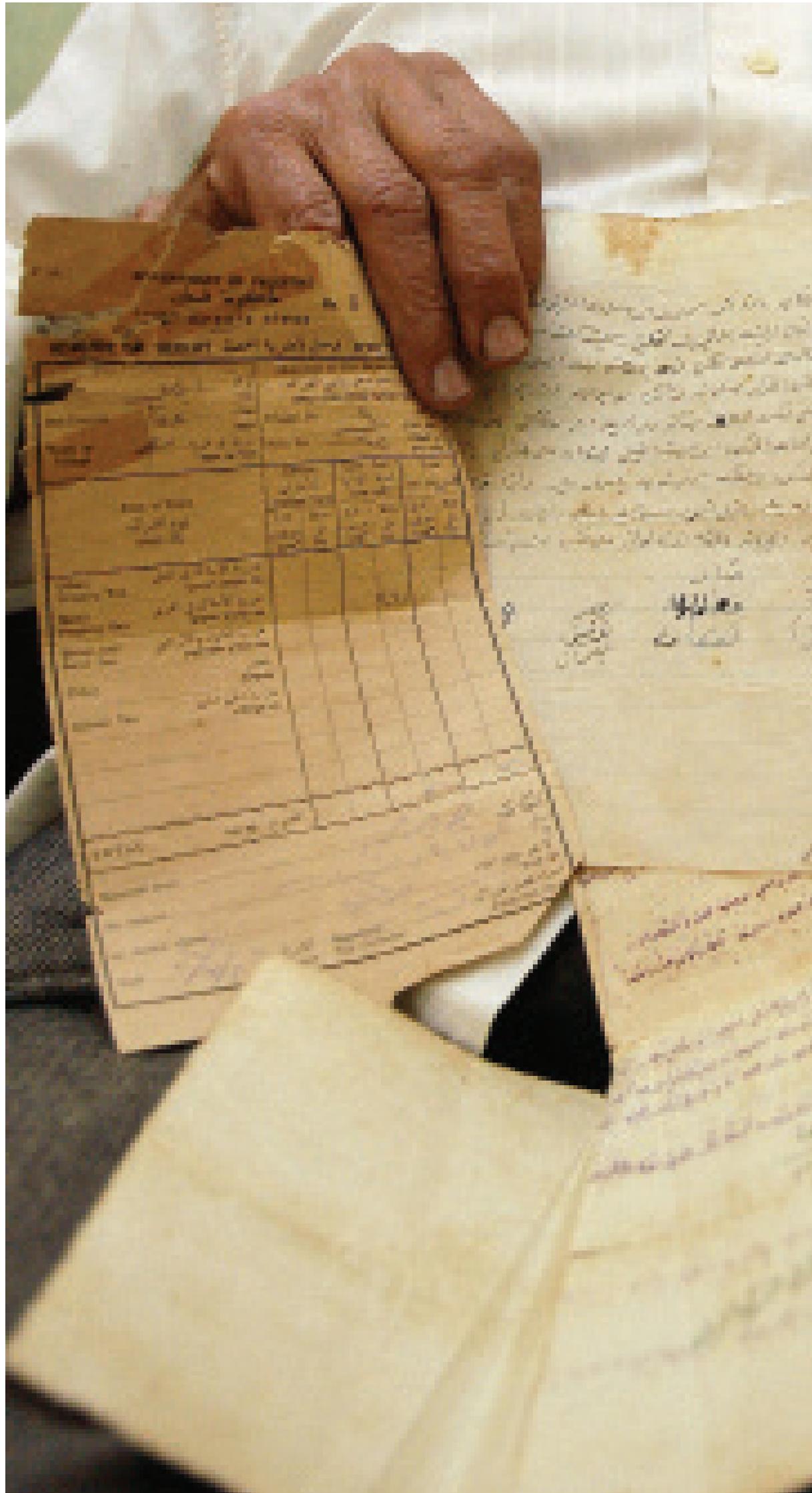
Les Arméniens, selon Traboulsi, «ont d'abord travaillé en tant qu'artisans et ouvriers». «Il n'existe pas de datation précise de l'époque à laquelle la classe moyenne arménienne a débarqué au Liban, ni à quel moment la réalité de cette immigration s'est précisée, note-t-il. Les Arméniens au Liban ont profité des aides qui leur ont été offertes par les communautés arméniennes dans d'autres pays, ce qui a facilité leur insertion, notamment dans la vie politique. Depuis l'indépendance en 1943, des postes de députés et de ministres leur ont été accordés. Ils n'ont pas simplement adhéré à des partis arméniens, mais aussi à des partis libanais, de gauche comme de droite. Ils ont vécu en paix et ont coopéré aux niveaux social et économique avec les réfugiés libanais venus du Sud et de la Békaa».

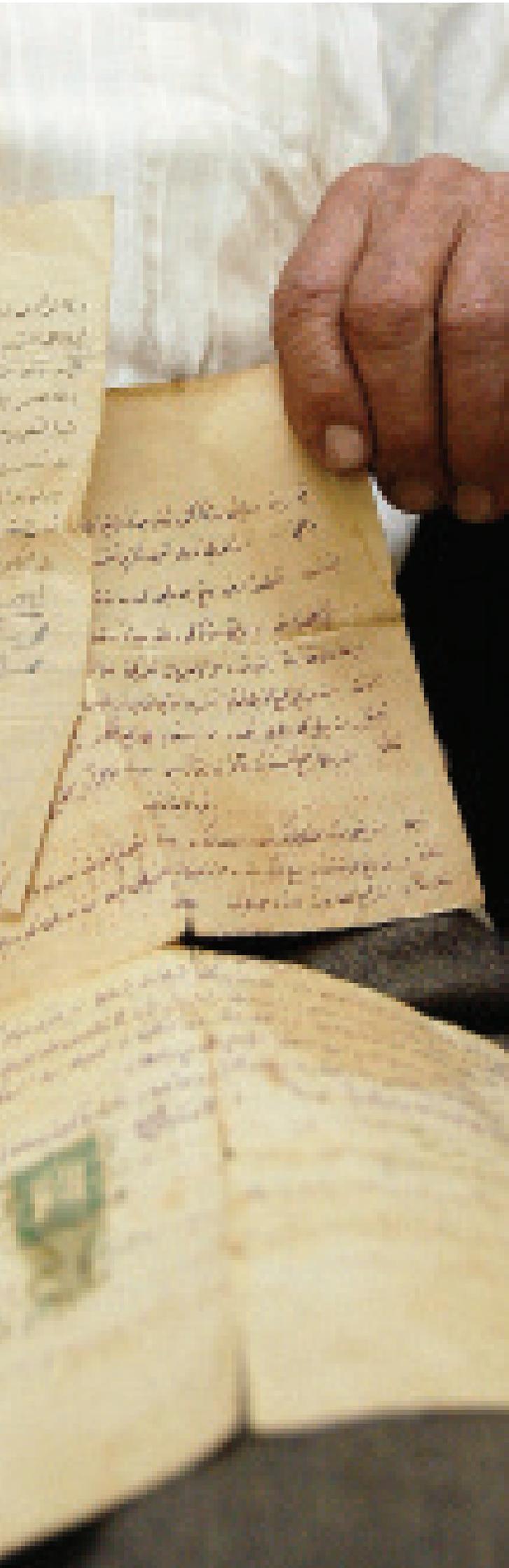
Quand nous examinons cette immigration aujourd'hui, dit Traboulsi, nous la trouvons «positive et réussie». Les Arméniens sont arrivés dans la région avant la création du Grand Liban en 1920. Ils ont joué un rôle industriel à deux époques importantes de l'histoire du Liban. La première est celle de la Seconde Guerre mondiale, au cours de laquelle l'Europe et ses armées ont eu besoin d'un approvisionnement en produits civils. La deuxième époque est celle de la guerre civile, au cours de laquelle les régions arméniennes, notamment Bourj Hammoud, se sont transformées en zones industrielles dont le rayonnement ne s'est pas limité au marché libanais, puisque leurs produits étaient exportés dans plusieurs pays du monde.

L'expert économique Elie Yachouhi partage cette même vision positive de l'immigration arménienne. Il affirme: «Que la société arménienne ne soit pas ouverte aux autres n'a pas empêché les immigrants au Liban de partir de zéro, d'un point de vue économique. Alors qu'une minorité d'entre eux était dotée de son arrivée de moyens financiers, beaucoup d'autres ont réussi à amasser des fortunes à partir de leur travail dans l'industrie, le commerce et le secteur bancaire. Si l'on excepte les premiers temps de leur exode, les Arméniens n'ont pas constitué un fardeau pour le Liban, son État et sa société. Ils ont contribué à son essor après la Seconde Guerre mondiale, mais la guerre civile a été un coup dur pour beaucoup d'entre eux. Ils ont ainsi été contraints à l'émigration, et leur nombre est passé de près de cinq cent mille à quelque deux cent cinquante mille».

Cette «vision positive» de l'immigration arménienne est parachevée par les propos de l'ancien bâtonnier Chakib Cortbawi: «L'immigration arménienne diffère aussi des deux autres vagues d'immigration d'un point de vue légal. La plupart des Arméniens sont arrivés au Liban dans la période de la Première Guerre mondiale, soit avant la naissance même de l'identité/nationalité libanaise. Le 30 août 1924, il a été considéré que tout Ottoman résidant au Liban est libanais, à moins qu'il ne choisisse une autre

**L'exode arménien a eu un impact positif,
L'exode palestinien n'a pas constitué un poids
économique et social dangereux,
L'exode syrien n'est pas encore très clair quant à
ses effets**





nationalité. Cela signifie que les Arméniens, qui étaient des sujets de l'Empire ottoman, ont acquis la nationalité libanaise légalement quand le Grand Liban a été créé».

L'exode palestinien

Traboulsi affirme que les réfugiés palestiniens n'ont pas représenté un fardeau économique et social au Liban avant la moitié des années soixante ou le début des années soixante-dix, et «n'ont pas participé pas à des mouvements de revendication pour les droits économiques et sociaux». Avant cette époque, soit avant le début de l'activité de la guérilla à partir du territoire libanais, la signature de l'Accord du Caire (1969) et l'éclatement de la guerre civile, «la majorité des Palestiniens travaillaient dans l'agriculture, dans le bâtiment et dans l'exercice de petits métiers, une minorité étant active dans l'enseignement, l'industrie, le commerce ou le secteur bancaire. L'agence onusienne Unrwa était responsable de l'enseignement et de l'assistance à l'intérieur des camps».

Alors que Cortbawi souligne que «les Palestiniens ne sont pas venus au Liban dans l'objectif d'acquérir la nationalité libanaise», Traboulsi estime que leur présence ne représentait pas un problème ou un danger social et économique pour le pays. Il ajoute: «La présence palestinienne aurait pu ne pas contribuer à l'éclatement de la guerre (1975) si les deux camps libanais en conflit étaient d'accord sur la politique à suivre. Kamal Joublatt lui-même, qui était l'allié des Palestiniens, s'était prononcé en faveur d'une équation stipulant l'échange de la présence armée palestinienne hors des camps contre des réformes politiques qui auraient accordé aux musulmans libanais une participation politique plus vaste dans le système et au sein de l'État. En effet, il n'était pas en faveur de l'implantation des Palestiniens, à majorité musulmans, sachant qu'il est de notoriété publique que la naturalisation des Arméniens, en majorité chrétiens, avait contribué à faire pencher la balance confessionnelle en faveur de ces derniers».

Yachouhi estime pour sa part que, malgré la résidence de la plupart des Palestiniens à l'intérieur des camps (12), «le niveau d'éducation très bas de la majorité d'entre eux les a privés des compétences nécessaires pour exercer des métiers intermédiaires. Ces deux facteurs sont à la base du problème économique et social palestinien au Liban, surtout que la majorité des Palestiniens éduqués et fortunés ont émigré de ce pays».

L'exode syrien

Yachouhi insiste sur deux répercussions directes de l'exode syrien au Liban: «La surexploitation de l'infrastructure, et la concurrence à la main d'œuvre libanaise ainsi que la hausse du chômage dans les rangs des Libanais».

Il ajoute: «Quelque 7 à 8% d'entre eux sont aisés et dépensent pour leur subsistance et pour l'éducation de leurs enfants au Liban. Toutefois, plus de 90% sont issus de couches défavorisées. Je ne pense pas que l'assistance matérielle et en nature qui leur parvient des organisations internationales soit suffisante».

Traboulsi ne nie pas «la surexploitation de l'infrastructure, bien que les propos à ce sujet soient exagérés». Il relève une autre exagération dans les estimations qui chiffrent «à quelque sept milliards de dollars les pertes essuyées par le Liban suite à la crise de réfugiés syriens». «Comment la Banque mondiale peut-elle avancer ce chiffre, adopté par l'État libanais, sans que les bénéficiaires ne fassent eux aussi l'objet d'estimations?», se demande-t-il. Le Liban, selon Traboulsi, «a été soulagé en grande partie de la concurrence des produits agricoles syriens, et il exporte désormais en direction du marché syrien des produits qu'il importait auparavant». Concernant la concurrence de cette nouvelle main d'œuvre syrienne, il se dit convaincu qu'«elle nuit en premier lieu à une main d'œuvre syrienne plus ancienne, qui était déjà établie au Liban».

Malgré leurs différences d'opinions, Yachouhi et Traboulsi s'accordent à dire que cette immigration syrienne, qui s'est déroulée dans l'urgence et qui se perpétue, se reflète dans le paysage politique et au niveau des intérêts des uns et des autres.

De ces trois exodes, les Libanais ne se sont réconciliés qu'avec le premier d'entre eux, l'arménien. Un siècle plus tard, ils en ont toujours une image favorable, acceptant sans problèmes que ces ex-réfugiés soient devenus leurs compatriotes.

Ils continuent d'ignorer, en revanche, le second exode, celui des Palestiniens, et la ghettoïsation des réfugiés dans des camps, où les offres de travail sont limitées et conditionnées. Les raisons qui sous-tendent cette attitude sont nombreuses: à commencer par la peur de l'implantation de ces réfugiés au Liban, ensuite la mémoire du rôle palestinien dans l'éclatement de la guerre en 1975. Sans oublier le conflit israélo-palestinien qui se poursuit, ce qui signifie que les Palestiniens demeurent des réfugiés et que leur sort dépend de l'issue de ce conflit.

Pour ce qui est du troisième exode, le syrien, il représente, pour les Libanais, le summum du drame de l'exil dans ce petit pays à la structure sociale complexe. Comme d'habitude, ils adoptent des positions diamétralement opposées vis-à-vis de cet migration, tout en constatant l'incapacité de leur État à en régler le flux, tant que la crise syrienne se perpétue et que personne n'en perçoit l'issue ni ne peut prévoir quand ces réfugiés rentreront chez eux.

À la recherche d'une définition du statut de réfugié

Bissan Tay*

Qu'est-ce qu'un réfugié?

Une question qui se noie dans les discours de diabolisation ou de victimisation absolue qui régissent notre façon de traiter la cause des déplacés syriens.

Le réfugié (déplacé, selon la terminologie officielle) est désormais une matière à discussion dans ces deux discours, bien que contradictoires, alors qu'en définitive, il s'agit d'une personne qui subit les conséquences du déplacement forcé dont elle a été victime et s'adapte – selon sa personnalité – à ses nouvelles conditions de vie.

Qu'est-ce qu'un réfugié?

Une question que se pose un grand nombre de réfugiés et qu'ils posent aux personnes qu'ils côtoient, étant donné que la définition de leur statut dépend d'elles. Une question omniprésente dans les conversations des garçons et des filles dès l'âge de l'adolescence ou de la préadolescence.

«Je suis une réfugiée». En ce moment, je m'appelle réfugiée. Je suis une réfugiée», répète avec insistance Oumeima, avec l'accent prononcé des habitants de Deraa, son village qu'elle a quitté il y a plus de trois ans. La définition l'emporte, dans son esprit, sur son prénom. Elle détermine désormais son identité et la classe sociale à laquelle elle appartient, c'est-à-dire la communauté des réfugiés. Une terminologie qui définit son statut en tant que personne ne bénéficiant pas des conditions élémentaires de la vie.

«Je m'appelle désormais réfugiée, indique la petite fille. En

d'autres termes, pas de maison ni de nouveaux habits. Plus encore, pas de scolarisation. Cela veut dire aussi que je dois supporter le froid de l'hiver et la canicule de l'été».

Ce que Oumeima avoue, les autres le rejettent. Ainsi, dans le camp de réfugiés de Qab Elias, de petits garçons se rassemblent autour de Abdallah, 15 ans. Ils se lancent dans des débats qui ne correspondent pas à leur âge, employant des phrases que d'autres enfants du même âge n'utilisent même pas. Ils parlent de «l'avenir impossible», des «horizons bouchés» et des «solutions ajournées». Ces enfants détestent le mot réfugié. Abdallah insiste: «N'appellez pas cet endroit un camp. C'est un chantier dans lequel nous avons été obligés de vivre en permanence». Abdallah et les autres estiment que le mot réfugié est une insulte.

L'artiste Sabine Choucair et la réalisatrice Eliane el-Raheb ont dirigé, avec le soutien de l'Unicef, un projet baptisé «L'auto-perception». Dans le cadre de ce projet, des adolescents ont réalisé des films dans lesquels ils font part de leurs préoccupations concernant leurs conditions de vie en tant que réfugiés. Au nombre de ces travaux, un court-métrage intitulé «Cigale». Le mot cigale revient dix fois dans ce film d'une durée de cinq minutes, comme il revient au quotidien dans la vie de ces réfugiés adolescents. Un mot que répètent de jeunes garçons, libanais. Il convient de noter que la cigale est un petit insecte dérangeant et sans aucune utilité.

Le visionnage de tous ces courts-métrages produits dans

le cadre du programme «L'auto-perception» permet au spectateur de trouver des réponses à la question concernant la définition du statut de réfugié.

Être un réfugié signifie que l'adolescent est exposé chaque jour aux abus verbaux et physiques, comme aux insultes. Cela veut dire que les autres lui font sentir qu'ils sont des maîtres autorisés à s'ingérer dans ses affaires.

Être un réfugié signifie que l'adolescent ne bénéficie d'aucune protection.

Être un réfugié signifie que l'adolescent admire le mode de vie des citoyens du pays hôte et qu'il essaie de les imiter, mais qu'à leur regard, il est forcément moche.

Être un réfugié signifie que l'adolescent effectue des travaux physiquement fatigants, sans être correctement rémunéré en contrepartie.

Être un réfugié signifie que l'adolescent fait face aux difficultés scolaires dans des établissements qui tirent profit de la situation des réfugiés, mais qu'il se retrouve à la fin sans diplôme.

Il existe des dizaines d'autres définitions au «statut de réfugié», mais pour les comprendre, il faut forcément vivre avec les réfugiés des mois durant, et non pas leur imposer nos opinions, nos agendas et les fruits de notre imagination.

* Journaliste et productrice de films documentaires

Mon histoire avec l'exode

Mahmoud Sattouf*

C'est à la mi-juillet que je me suis établi avec ma famille à Wadi Khaled, au nord du Liban. Le soir même, un sentiment de désespoir m'a envahi. J'avais du mal à respirer. Je me demandais: que vais-je faire? Autour de moi, tout prenait une dimension démesurée alors qu'au fond de moi-même, je me sentais diminué. Comment vais-je réussir à dissimuler ce sentiment, cette tension et cette confusion? La Syrie que je venais de quitter n'est plus la même. Mon foyer a changé. Ma vision de la vie aussi.

J'ai passé trois jours sans sortir de la maison. Je suis aujourd'hui dans un nouveau monde, parmi des gens nouveaux, des gens que je ne connais pas. Je suis le seul à subvenir aux besoins de ma famille, composée de ma mère, de mes trois soeurs qui avaient toutes des enfants. L'une avait perdu son mari et l'époux de l'autre croupit dans une prison syrienne. Nous sommes sans nouvelles de lui depuis deux ans et demi. Mon père est décédé.

Ma nouvelle maison, petite et modeste, se situe au rez-de-chaussée du bâtiment. Le propriétaire habite l'étage supérieur. Il nous a offert à ma famille et à moi, toute l'assistance possible. Il a même contribué aux moindres détails de notre installation (adduction d'eau potable, électricité...) sans rien demander en retour et sans se départir de son sourire.

Ma famille profite des coupons alimentaires, mais ils ne suffisent pas et ne me permettent pas de rester sans rien faire. Je dois faire quelque chose pour m'arracher à cette situation douloureuse. De la sorte, je peux finir par être satisfait de moi-même et subvenir en même temps aux besoins de ma famille.

Tel a été mon départ dans la vie dans ce nouveau monde. En Syrie, j'avais fait une année de droit, mais je n'avais pas pu poursuivre mes études à cause de la crise. J'avais cependant suivi avec assiduité des sessions de formation culturelle et professionnelle, dont une formation de coiffeur et une autre de sensibilisation médicale. J'étais parmi les plus doués. J'ai profité de toutes ces expériences pour bâtir mon propre «palais», joli et modeste, et pour lutter en vue d'une vie meilleure en dépit de mes faibles moyens.

J'ai cherché du travail et j'en ai trouvé. J'ai réussi à acquérir plusieurs salons de coiffure pour hommes. J'ai aussi loué un établissement où j'ai pu exercer mon métier et me développer au plan personnel.

Aujourd'hui, je dédie ce succès à chaque jeune syrien et libanais. Je les encourage à ne pas céder au désespoir, à ne pas se décourager quelles que soient les circonstances et à rester autant que possible positifs. Une personne au comportement et au langage élégants peut toucher le cœur de chaque personne qu'elle rencontre et gagner le respect de tout le monde. Mon expérience à Wadi Khaled est utile et moderne. Elle m'a doté de vastes connaissances et m'a permis d'acquérir une technique moderne dans le domaine de la gestion du dialogue et du développement personnel. J'ai participé avec l'«Association du succès et du bonheur» au projet intitulé «Les jeunes diffusent un message de paix en temps de crise». Après toutes ces formations, mon amour pour la vie s'est accru. J'ai participé à plusieurs autres activités, telles que des sessions de langue anglaise, d'encadrement d'enfants et autres.

Pour finir, je dois dire qu'il existe au fond de chacun de nous un tunnel sombre mais que nous ne sommes pas tous capables de pousser la pierre qui en bouche le bout pour que la lumière l'inonde.

Telle est mon histoire. L'histoire d'un exode en plusieurs épisodes en attendant le dernier qui pourrait être porteur d'un épilogue heureux.

* Réfugié syrien à Wadi Khaled

Mon expérience au Liban

Souhaib el-Khatib*

Je suis né à Deraa, en Syrie et j'ai suivi des études de comptabilité. Dès 2004, j'ai commencé à me rendre au Liban, pour y travailler l'été, afin de couvrir les frais de mes études en Syrie, durant l'hiver. Avec l'aggravation de la situation en Syrie, toutefois, j'ai dû interrompre mes études. Avec ma famille, j'ai alors migré au Liban. Nous nous sommes installés à Marjeyoun, au Liban-Sud.

Durant mon séjour au Liban, j'ai réussi – moi qui suis connu pour mon énergie et ma joie de vivre – à construire des amitiés avec des Libanais de différents bords politiques, confessionnels et sociaux. J'apprécie l'hospitalité et le bon traitement que je reçois de la majorité d'entre eux. Je suis toutefois dérangé par les clichés dont certains Libanais affublent les Syriens, les considérant comme des retardés, rien qu'en raison de leur modeste situation financière, de la façon dont ils s'habillent ou encore du genre de travail qu'ils effectuent. Par un jour très froid de l'hiver, je me suis rendu à un snack de manakiche, comme d'habitude. J'ai bu du café, comme d'habitude. J'avais soigné mon apparence, contrairement à mon habitude. Après m'avoir longtemps contemplé, la propriétaire du snack me lance: «Heureusement que vous avez appris à bien vous habiller grâce aux Libanais». Je me suis senti humilié, parce que je suis obligé de supporter ce genre de situation.

Mon humble expérience dans le travail social ne m'a pas empêché de rejoindre le Comité libano-syrien, qui vient en aide aux réfugiés syriens dans les régions de Marjeyoun et de Hasbaya.

Ce comité a attiré plusieurs associations de secours libanaises et internationales que nous avons aidées dans leurs statistiques et dans la distribution des aides aux Syriens. Nous avons ressenti toutefois, mes collègues et moi, une attitude condescendante envers les déplacés, et une atteinte à leur dignité et humanité. Cela a changé avec le début de la coopération entre le Comité libano-syrien et le Réseau des groupes de jeunes, une ONG locale qui œuvre au Liban-Sud. Celle-ci a aidé le Comité libano-syrien à améliorer sa hiérarchie administrative. De plus, elle nous a entraînés mes collègues et moi aux moyens de communication et m'a conforté dans mes convictions – en pratique et non en paroles – que le fait de secourir les réfugiés est un devoir et non une charité.

À travers cette ONG, j'ai bâti davantage de relations sociales et d'amitiés avec mes pairs libanais, dans plusieurs villages et villes. J'ai également participé à plusieurs congrès, opérations de secours, pièces de théâtre ciblées, ainsi qu'à diverses autres activités organisées dans des lieux de rassemblement de réfugiés syriens. À travers ces activités, nous avons réussi à dessiner un sourire sur le visage des plus démunis, des enfants, des personnes du troisième âge et des personnes opprimées. Nous avons également réussi à construire des relations justes entre ces gens et les communautés hôtes, loin des préjugés et du fanatisme.

Cette expérience m'a permis de retrouver ma vraie identité. Elle m'a permis de reprendre confiance en moi-même. Elle m'a aussi appris que mon seul choix dans la vie est d'être positif, de répandre la joie et d'appeler à la paix où que je sois.

* Réfugié syrien au Sud

Le centre « Femmes d'aujourd'hui » est un premier pas sur cette voie

Des initiatives de coexistence sociale libano-syrienne dans la Békaa

Mohammed Ziadé*

Établi dans la plaine de la Békaa, le centre «Femmes d'aujourd'hui» s'est fixé un double objectif: favoriser une capacitation des femmes syriennes dans tous les domaines et permettre parallèlement aux jeunes et aux enfants syriens de se prendre en charge au sein de leurs familles respectives, après avoir été tous poussés à l'exode du fait de la guerre dans leur pays.

À l'origine de cette initiative, des forces actives du village de Saadnayel, soucieuses d'encourager une cohésion sociale et culturelle. En 2014, celles-ci ont organisé un festival pour les enfants syriens et libanais, sous la supervision des cadres – syriens – du centre, en collaboration avec la municipalité et des jeunes du village.

La directrice générale du centre «Femmes d'aujourd'hui», Majd Charbaji, raconte que le festival «a pris l'allure d'un parc d'attraction gratuit dans lequel des spectacles de danses et des pièces de théâtre ont été présentés». «Nous avons accueilli près de 3.000 petits syriens et libanais, ce qui a permis de renforcer la solidarité sociale entre enfants et adultes à cette occasion», se félicite Mme Charbaji.

De manière plus générale, afin de favoriser la coexistence et la cohésion culturelle, même à un niveau limité, le centre a recruté, pour ses ateliers de travail, des formatrices et des aspirantes à la fois libanaises et syriennes.

Âgée de 24 ans, Ghina, originaire de la Békaa et enseignante de langue française, a donné des cours de français à des femmes syriennes. Elle relate son expérience: «Au départ,

j'avais peur qu'elles ne me rejettent parce que je suis Libanaise, une étrangère pour elles. Je pensais que leur état psychologique, dû à la guerre dans leur pays, serait pour moi un obstacle. Mes craintes se sont cependant dissipées quelques jours plus tard, dans la mesure où le courant est vite passé entre nous. Je n'ai pas eu l'impression qu'un barrage nous séparait».

Ghina indique par ailleurs qu'une bonne relation entre les deux populations libanaise et syrienne nécessite un peu de communication pour se développer. «Mes rapports avec mes étudiantes se sont vite transformés en amitié. Nous sommes sorties nous promener ensemble et j'ai fini par suivre de près leur vie au quotidien», confie-t-elle.

C'est ce que confirme une jeune disciple syrienne, Marwa, 25 ans. «Ghina a réussi à s'adapter vite à nous, raconte-t-elle. Elle a imprimé une note de gaieté aux études. Elle reprend un même paragraphe plus d'une fois pour que nous puissions le comprendre. Je ne m'attendais pas à cela d'une dame libanaise. Du coup, mes préjugés ont disparu. Après avoir fait sa connaissance et celle de ses parents, ma mauvaise perception des Libanais a changé».

Pour encourager ce rapprochement et élargir son spectre, le centre a créé en collaboration avec des activistes libanais un club, l'«Académie sportive de la Békaa», intégrant, dans le quartier Jjala, des jeunes libanais et syriens dans une même équipe. Le but de cette initiative est de favoriser leur intégration et de développer leurs talents.

Proche du centre, un avocat, Rami Zammar, 36 ans, révèle que le projet est l'une des initiatives de «Femmes d'aujourd'hui». L'idée lui avait plu parce qu'elle «pave la voie à la cohésion à travers le sport et les compétitions communes régulières, d'autant qu'il existe un manque au niveau des clubs sportifs dans la région». Il s'arrête sur la contribution libanaise en expliquant: «Nous avons offert le terrain. Le centre s'est occupé de la planification et de l'exécution».

Rebondissant sur le sujet, Mme Charbaji précise que le club sera bientôt prêt. Selon elle, il permettra de développer le sport libano-syrien et de protéger les jeunes contre l'intégrisme, le racisme et les problèmes sociaux.

Il convient de préciser que de nombreuses initiatives similaires ont vu le jour récemment dans la partie centrale de la Békaa, avec pour objectif de favoriser la coexistence entre les deux populations libanaise et syrienne. Citons entre autres, le centre culturel de Kfar Zabad, parrainé par l'ONG World Vision, et les sessions de formation aux compétences professionnelles organisées par l'association «Save the Children» dans les villages de Bar Elias et Qab Elias.

* Journaliste au journal Inab Baladi et activiste au sein de la société civile et locale ; responsable de l'information au centre Les femmes aujourd'hui («Nisaa el-Aan »)

« Sakakine », un spectacle conjoint libano-syrien

Ali Dia*

Certains déplacés syriens ont versé des larmes lorsqu'on leur a annoncé qu'ils allaient participer à un spectacle conjoint libano-syrien et que ce travail sera présenté devant leurs familles.

Le spectacle «Sakakine» (poignards en langue arabe) est né à la suite de débats exhaustifs menés dans le cadre d'ateliers de travail supervisés par un «réseau groupes de jeunes», qui a tenu à faciliter et à diriger les discussions entre ses membres et ceux de la commission syrienne. Celles-ci portaient sur les différents aspects du quotidien des citoyens libanais et des déplacés syriens sur les plans économique, sécuritaire et social. Ce spectacle est donc le fruit des efforts déployés par des dizaines de jeunes libanais et syriens qui se sont rencontrés et parlé à cœur ouvert, appelant les choses par leur nom, sans détour. Ils se sont entendus à reconnaître la vérité : il existe des poignards en Syrie, ainsi que des poignards dans le ventre mou du Liban.

Tout le monde s'est mis d'accord pour que l'écrivain décrive ce qui se passe au Liban et en Syrie à la manière d'une spirale d'où on ne peut sortir que par un dialogue franc et par la paix.

La dernière scène du spectacle évoque cette spirale à travers une danse collective, plus connue sous le nom de «al-Moulawi». Dans ce genre de performance, le danseur ou le joueur tourne sur lui-même comme les aiguilles d'une montre qui ne s'arrête que si on en retire les batteries ou qu'on remplace les aiguilles par des colombes de la paix...

En écrivant le texte, des voix se sont élevées tant du côté libanais que syrien pour ce qui est des droits et des devoirs... La partie syrienne a ainsi réclamé qu'elle soit mise à pied d'égalité avec les Libanais si pour une raison quelconque les rôles devaient être inversés. De leur côté, les Libanais se



sont plaints de la concurrence exercée par la main d'œuvre syrienne dans différents domaines, jusque dans les feuillets syriens. L'histoire veut que tout le monde se soit référé auprès du «réseau des groupes de jeunes». Ils ont également apprécié les avis et la participation active de journalistes locaux, d'artistes professionnels parmi leurs connaissances ou amis, et des hommes de lettres, au nombre desquels l'auteur de ce texte, qui a proposé, comme solution, de tourner sur soi-même dans une tentative de représenter une réalité et de dire la vérité sur la souffrance des deux peuples, avec une narration complète de ce qui se produit entre eux publiquement ou en coulisses. Tout cela afin d'aider à sortir de l'impasse commune des poignards, imposée d'ailleurs aux deux peuples.

Il va sans dire que les discussions autour de «Sakakine» se sont transformées au fil du temps en échanges francs, puis en éclaircissements et questionnements – qui

ont par la suite évolué en rapports d'amitié entre Libanais et Syriens – notamment sur la question de la coexistence syro-libanaise. Cela ne s'est pas limité aux seuls participants, mais a englobé aussi l'ensemble des déplacés dans les régions du Liban-Sud.

Il convient de préciser dans ce cadre que les villages de Jdeidet Marjeyoun, Khiam, Qlayaa, Kfarkilla, Kfarchouba et Ebel el-Saqi ont leurs spécificités dans les modalités de la vie quotidienne. À cela s'ajoute le fait que chacun de ces villages a son propre point de vue sur les plans social et politique. Partant de ce fait, les participants ont essayé de discuter des moyens de vivre au quotidien et des habitudes de chaque groupe, ce qui a permis d'aboutir à des solutions acceptées par les deux parties.

Le village d'Ebel es-Saqi, à titre d'exemple, est connu pour la particularité de ses jeunes. En tant que village du sud, on sait aussi qu'il héberge une faible présence syrienne

sur son sol. Néanmoins, la diversité des participants à ce travail a créé un nouveau climat et une série de rapprochements au point de mener à des discussions quotidiennes, même à caractère politique, en toute franchise et compréhension et de mettre en évidence ce qui était méconnu des deux parties.

En somme, de nouvelles amitiés ont été créées, et des visites familiales et autres rencontres se sont poursuivies jusqu'à la rédaction de ce texte. Ce travail a également ouvert des moyens de coopération dans les différents secteurs, surtout économiques. Le simple fait de se côtoyer dans le cadre d'un même travail a ouvert la voie à des amitiés et des discussions franches qui aboutiront, sans aucun doute, à faciliter la coexistence entre Libanais et Syriens. Celle-ci est passée des jeunes à leurs familles et même à leurs enfants.

La formation à l'écriture des textes, aux techniques du spectacle y compris la lumière, le son, les effets, la musique et l'usage du studio en plus des règles de représentations, d'allocutions et même de chant, figuraient à l'ordre du jour des ateliers de formation au théâtre, dans une tentative sérieuse de laisser un impact positif dans l'esprit des participants et de donner la chance, notamment aux déplacés syriens, d'exprimer leur avis humanitaire, loin de la politique.

En fait, «Sakakine» est une tentative modeste de tendre une main libanaise, même à travers le théâtre, afin d'aider à sortir, ne serait-ce que psychiquement, de la crise syrienne.

* Journaliste, acteur de théâtre dramaturge et activiste

« Beyrouth t'a bien changé mon ami! »

Omar Shaker*

«L'ami, Beyrouth t'a bien changé!». C'est sur ces paroles et le constat qu'aucun de nous deux ne pourra changer l'autre, que s'acheva mon dernier entretien téléphonique avec Tarek. Pour lui, j'étais devenu «esclave de mes passions», et seul lui était resté fidèle à nos aspirations profondes.

Il y a quatre ans, Tarek n'était encore qu'un universitaire ordinaire, né à Damas, quartier «Jobar», inscrit à la Faculté de génie de Homs, un blond aux yeux bleus à faire chavirer les cœurs, passant son temps à faire la cour aux plus jolies étudiantes et à provoquer leurs avances. Moi, à l'époque, je jouais à être sa conscience, à tempérer ses élans, tout en m'en servant d'exemple pour surmonter ma timidité rurale. Début 2011, les manifestations anti-régime commencèrent. Très vite, pour moi, comme pour la plupart des habitants de Homs et de sa province, le mur psychologique de la peur tomba, et je me vis parmi les manifestants. Je m'engageais comme communicateur dans le comité de coordination du quartier de «Bab Amro» qui, du jour au lendemain, était passé d'un quartier ordinaire plutôt délaissé, dans une partie délaissée du pays, en une vitrine pour la presse arabe et étrangère. Et tandis que, dans le secteur encerclé, les dissidents de l'armée régulière et les volontaires civils qui les avaient rejoints, livraient les plus féroces batailles, et que des roquettes aux noms jadis ignorés, s'écrasaient sur nos maisons, Tarek observait la scène et sympathisait de loin. Mais son appréhension des combats ne dura pas longtemps. Il y fut même poussé assez vite par les agissements du régime, ayant été arrêté arbitrairement un jour qu'il passait par hasard près d'une manifestation dans son quartier d'origine. Quelques jours de torture, d'insultes et d'humiliations suffirent à le ranger du côté de l'opposition.

Il s'activa dans un comité chargé des inscriptions murales et des manifestations, alors que le quartier de «Jobar» était toujours soumis à la poigne de fer du régime.

Quelque deux cents kilomètres séparent Bab Amro de Jobar. Mais cette distance ne nous empêcha pas de garder le contact, sinon par le réseau téléphonique fixe contrôlé par le pouvoir, du moins via Internet. Nous étions devenus frères d'armes, actifs tous les deux dans les rangs de l'opposition, réclamant une Syrie libre pour tous, une Syrie sans oppresseur.

Quelques mois plus tard, toutefois, nos chemins commencèrent à diverger. Bab Amro tomba aux mains du pouvoir et je me retrouvai à Beyrouth. Le quartier de Jobar, lui, finit par échapper au régime et Tarek se retrouva à la tête d'un groupe, «Liberté à Jobar», qui se donna pour mission d'assurer la sécurité des manifestations, libérer la Syrie et instaurer un «État juste et équitable».

Entre Tarek et moi, sans se rompre, le contact devint plus difficile. Soumis à un blocus total, bombardé, son quartier et toute la Ghouta orientale vécut l'enfer. Les victimes tombaient en plus grand nombre, fauchées par une panoplie encore plus variée d'armes et de bombardements aériens barbares, au milieu d'un mutisme total de la part de la communauté arabe et internationale, face à l'holocauste quotidien qui se produisait. Parallèlement, l'esprit de Tarek se radicalisait et sa vindicte grandissait, en même temps qu'un désir lancinant de se venger d'une communauté mondiale hypocrite.

À chacun de nos contacts, les pensées et orientations de Tarek me semblaient un peu plus étrangères. La démocratie qui nous avait rapprochés par le passé, du moins en principe, devint le piège que l'Occident tendait aux

musulmans à chaque fois qu'ils approchaient du pouvoir, comme en Palestine, en Égypte et, avant cela, en Algérie. Dans son esprit se renforçait la conviction qu'en dehors de l'islam, du rejet de l'Occident et de ses félonies, il n'y avait pas de solution.

Fin 2013, l'aviation syrienne bombardait aux armes chimiques des régions contrôlées par l'opposition dans la Ghouta orientale. Le massacre fit 1.300 morts. L'Occident s'indigna, menaçait, promit d'agir, mais les jours passèrent sans que rien ne se produise. Tarek échappa à ce massacre, mais il y laissa son âme d'homme pacifique aspirant à la liberté... Il désespéra de tout.

Il y a quelques mois, une fraction de l'opposition arrêta Tarek dans la province de Damas, l'accusant d'appartenir au groupe État islamique. Des amis communs me rapportèrent la nouvelle... certains assurant qu'il avait fait allégeance à l'EI, d'autres qu'il s'en était rapproché, mais qu'ils n'avaient pas réussi à l'enrôler.

Le Tarek que je connais n'a rien d'un partisan de Daech. Né à Damas, quartier «Jobar», inscrit à la Faculté de génie de Homs, c'est un universitaire ordinaire, un blond aux yeux bleus à faire chavirer les cœurs, passant son temps à faire la cour aux plus jolies étudiantes et à provoquer leurs avances. Mais il semble que ce Tarek-là soit mort, et plus d'une fois. Sa dernière «mort» eut lieu après un bombardement aux armes chimiques qui ne laissa de lui qu'un fantôme, un Tarek qui ne demande plus rien d'autre à la vie que de lui offrir l'occasion d'assouvir l'incontrôlable désir de vengeance qui le consume...

* Activiste syrien



Un roi syrien de la pâtisserie à Beyrouth

Ziad Itani*

Entre Homs et Damas, Abou Obeïda possédait huit magasins de pâtisserie arabe. Il les perdit tous quand les combats s'étendirent en Syrie. L'homme fit ses valises et, avec femme et enfants, s'exila au Liban.



À son arrivée à Beyrouth, il se heurta à la difficile question: «De quelle communauté es-tu?». Invariablement, il répondait qu'il était Syrien, et que cela suffisait. Mais progressivement, la révolution syrienne elle-même prit une tournure confessionnelle. Abou Obeïda loua un pas de porte dans un quartier de Beyrouth avec le capital modeste qu'il avait pu amener avec lui de Homs, et s'installa pâtissier. Mais les «gratifications» qu'il fut contraint d'offrir eurent raison en cinq mois de son entreprise. Il dut fermer boutique. Trouver un magasin à un prix abordable ne fut pas facile; beaucoup de secteurs de Beyrouth furent explorés. Finalement, le quartier populaire de Tarik Jdidé lui sourit: les loyers y étaient restés relativement abordables, se situant entre 600 et 1.200 dollars américains.

Abou Obeïda eut de la chance. Il put louer de Hajj Abou Mahmoud un magasin et un appartement dans le même immeuble. La nationalité libanaise de sa femme facilita les formalités nécessaires au contrat de location.

Ce fut un défi commercial qu'Abou Obeïda dut relever, cette fois. Le quartier de Tarik Jdidé, en effet, était connu pour abriter un grand nombre de pâtisseries orientales, au point qu'on venait des

quatre coins du Beyrouth pour s'y approvisionner. Pour faire face à la concurrence, il lui fallait trouver un créneau bien à lui. Il songea à la pâtisserie damascène, inexistante encore dans le quartier. Sous l'enseigne «Pâtisserie du Roi», il se spécialisa dans les «douceurs» de Damas: «barazek», «ghreïbé» et glace barattée. L'idée lui réussit. Dans un quartier de quelque 200.000 habitants, beaucoup devinrent clients de la «Pâtisserie du Roi», à mesure que devenait plus aventureux le voyage à Damas d'où provenaient ses spécialités.

Abou Obeïda, qui prit pour associé son frère, engagea dix ouvriers syriens, entre livreurs et pâtissiers. En cours de semaine, ils dormaient dans une chambre qu'il leur avait trouvée dans l'immeuble même où se trouvait la pâtisserie. Mais les jours de congé, ils

se rendaient à Tripoli où logeaient leurs familles, les loyers y étaient relativement plus abordables.

Le succès d'Abou Obeïda à Tarik Jdidé fit des jaloux. Ils n'hésitèrent pas à lui semer des embûches. Il trouva cette xénophobie normale. Elle avait bien cours sous tous les cieux! Mais en trois ans de séjour au Liban, la bonne réputation de la pâtisserie, jointe à la familiarité grandissante avec les habitants du quartier et à la fréquentation de la mosquée, empêchèrent cette hostilité individuelle de se généraliser.

Trois années de labeur suffirent pour que l'étroite rue des Makassed, à Tarik Jdidé, devienne impensable sans les spécialités de la «Pâtisserie du Roi» d'Abou Obeïda. Les habitants du quartier ne pouvaient que convenir de son succès et de ses savoureuses spécialités de Damas, qu'ils devaient indirectement à la révolution syrienne. Mais tout ça ne veut pas dire qu'aux yeux d'Abou Obeïda, Tarik Jdidé ait supplanté Homs ou Damas. L'homme a de la gratitude pour les Libanais qui l'ont accueilli et aidé. Et pour ne fâcher personne, il a l'habitude de dire: «Les Libanais sont des gens bien; tout comme nous autres, Syriens de souche».

Le succès d'Abou Obeïda à Tarik Jdidé fit des jaloux. Ils n'hésitèrent pas à lui semer des embûches. Il trouva cette xénophobie normale

« Ghadan Naltaqi » de Rami Hanna : la réalité façonnée par une série télé dramatique

Nadim Jarjoura*

La série télévisée syrienne «Ghadan Naltaqi» (Demain nous nous rencontrerons – 2015) constitue une approche avancée de la condition des gens dans leur environnement, à travers des chemins de réflexion sur le parcours de personnages tirés de la réalité de la vie dans un moment de confusion, au sein d'un milieu social ayant ses règles et sa spécificité. Puis vient soudain l'exode forcé qui engendre une multitude de tensions: personnelles (au sein même de l'individu), ou publiques (entre les personnages eux-mêmes dans leurs rapports quotidiens, et entre les personnages et leur milieu). Et si les créateurs de cette action dramatique (le réalisateur Rami Hanna, qui a co-écrit le scénario avec Iyad Abou el-Chamat) se sont inspirés de la «réalité sociale» pour imaginer leurs personnages et l'environnement syrien dans le quotidien de leur «exil» libanais, la sensibilité de la relation confuse et ambiguë entre Libanais et Syriens trouve une place particulière dans ce processus dramatique, à travers une espèce d'immunité de l'écriture qui reste fidèle à la réalité sans toutefois porter de jugement préconçu.

Des histoires

Ce sont des histoires racontées par leurs propres gens: des Syriens fuyant la destruction de leur pays vers une région libanaise à la recherche du salut, ou d'un refuge jusqu'à la date du retour. Des histoires pas tellement différentes de celles qu'on connaît généralement sur des gens qui ont leurs propres habitudes et traditions sociales, religieuses, culturelles et éducatives conservatrices. Des histoires qui n'apportent rien de particulièrement nouveau concernant une population dans sa vie quotidienne connue de l'écrasante majorité des Libanais. Mais l'interdépendance des contextes dramatiques ont été synthétisés dans un langage technique respectant l'équilibre visuel entre ces histoires qui se chevauchent et entrent dans une collision dramatique, esthétique et humaine, puis les accompagne dans l'objectif de détecter ce qui est enfoui dans les cœurs, les esprits et les émotions. Cette cohérence dramatique est un facteur fondamental dans la transformation de simples anecdotes orales ordinaires en une construction intégrée et homogène, truffée de miroirs qui livrent et mettent à nu les personnages, à partir d'une impasse fondamentale : le déclenchement d'une révolution populaire pacifique en Syrie (18 mars 2011) aux fins d'exiger des droits fondamentaux et une justice sociale, qui s'est par la suite transformée en déchaînement sanglant de violence. Une situation qui a conduit les gens à se réfugier au Liban et à s'installer dans une école, d'où sont partis les événements étalés sur 30 épisodes d'une série télévisée.

La révolution et sa transformation en guerre dévastatrice ne constitue pas cependant l'unique noyau dramatique du scénario, malgré l'atmosphère en arrière-plan qu'elle diffuse, les actions et les colères qu'elle suscite. Il n'en reste

pas moins que sa présence dans le texte induit une série d'interrogations d'ordre moral et de style de vie : le sens de la patrie et l'appartenance à celle-ci, la signification de cette scission entre les Syriens eux-mêmes (souvent au sein d'une même famille) du fait du désastre qui a gagné le pays, la société, les gens et l'infrastructure. D'autres questions se posent aussi: l'identité, la relation avec soi-même et avec l'autre, l'exode et l'exil. Sans oublier, l'amour, les chocs, les préoccupations liées à l'actualité, la peur du lendemain, etc.

Des questions dont les concepteurs de la série ne prétendent pas connaître les réponses, ni même chercher à les savoir, mais qu'ils posent en vrac dans le sillage des personnages, des événements et dans les différentes structures des épisodes. C'est dans tout cela que le texte construit sa vision propre de la révolution – et tout ce qui s'en suit de folie meurtrière et de violence – sur des

L'identité, la relation avec soi-même et avec l'autre, l'exode et l'exil. Sans oublier, l'amour, les chocs, les préoccupations liées à l'actualité, la peur du lendemain, etc. Des questions dont les concepteurs de la série ne prétendent pas connaître les réponses, ni même chercher à les savoir, mais qu'ils posent en vrac dans le sillage des personnages, des événements et dans les différentes structures des épisodes

bases dramatiques pures, tirées de la nature des relations entre les personnes ou les personnalités.

La crédibilité du traitement et des faits

Entre la lecture de «l'événement» syrien sanglant et l'écoute des sentiments sincères vis-à-vis de problèmes ou de détails de la vie quotidienne liés ou non à cet événement (une histoire d'amour entre une jeune femme et un homme marié ou entre deux adolescents; le fait d'avoir différents emplois pour assurer son gagne-pain; la recherche d'un moyen pour émigrer, même par des voies illégales; le fait de rejoindre des groupuscules qui s'entre-tuent en Syrie; l'effondrement de la relation entre un père et son fils; ou encore les besoins physiques/spirituels de la femme, etc.), «Ghadan Naltaqi» est en harmonie avec la spontanéité de la confiance au cœur du chaos. C'est comme si ce qui se produit sur le petit écran était le déroulement d'une vraie vie, ou comme si les personnages évoluant dans les compartiments de l'école (où sont logés les réfugiés syriens), que ce soit entre eux ou avec l'extérieur, étaient tels qu'ils sont dans la réalité : de véritables personnes qui vivent la souffrance de l'émigration, l'impasse de l'instant présent, et la douleur de vivre dans un environnement qui ne leur est pas tout à fait favorable pour des considérations politiques, confessionnelles et racistes bien connues. Avant cela, ils vivaient en fonction de besoins sociaux, scolaires et culturels auxquels ils ont été habitués dans leurs différents environnements syriens et qu'ils ont hérités génération après génération. Cela apparaît dans le cadre du texte et de son contexte dramatico-oral, ou dans un climat général dont le texte télévisé révèle plus encore le réalisme de la vie quotidienne. Le dynamisme des personnages, des voies et des destins de la série

est le prolongement naturel de la vitalité des Syriens déplacés et à la recherche de moyens pour vivre dignement, dans un pays agité du point de vue des relations entre eux et ses habitants, ou pour sortir (par n'importe quel moyen) de la destruction sauvage qui ravage l'ensemble de la région.

De nombreux instants révèlent par ailleurs une autre ingéniosité au niveau de l'écriture et du style dans l'approche des détails. L'ironie et le rire naissent parfois de positions dures, et l'anecdote – même amère – allège quelque peu le poids de la situation tragique ou dramatique au moment opportun. Ce n'est pas de la comédie, mais un reflet réel de la nature de personnes qui maîtrisent l'art de laisser place au rire dans les moments les plus terribles. Cela n'est cependant pas fréquent, et reste une tentative «positive» de rendre certaines postures, situations et personnages plus sincères au niveau de l'expression comportementale ou verbale.

Plusieurs observations positives peuvent être faites concernant la série diffusée durant le mois de ramadan 2015:

Si l'écriture bénéficie d'une capacité visuelle à

aborder les vies réelles de personnes se trouvant au bord de divers effondrements (et parfois en plein cœur de ceux-ci), l'approche dramatique de la situation maintient un réalisme dur dans le récit de contes individuels qui peut servir de témoignage vivant sur ce que signifie la souffrance, la perte et l'émigration, l'espoir aussi. Des témoignages qui reflètent une réalité, racontent des chapitres de l'enfer de la vie dans le chaos – un chaos humain avant que d'être politique, sécuritaire, culturel ou économique – et révèlent les secrets d'âmes détruites, mais mues quand même par l'espoir de l'emporter sur l'ingéniosité de la mort, sous ses différents aspects, en profitant de tout moment de joie ou de plaisir.

Tout cela est soutenu par une réalisation qui fait un usage varié des couleurs sombres, de façon à se rapprocher, sur le plan visuel, des crises profondes vécues par les personnages et de leurs âmes plombées par le poids de la fatigue et de la peur. En dépit du fait que les caméras sortent des chambres et de leur périmètre étroit (80 % des scènes sont pourtant filmées dans un seul endroit à l'intérieur d'une école

dans la région de Smar Jbeil), la direction de la photographie (menée par le Tunisien Mohammed Meghraoui) préserve très souvent un système de couleurs sombres, synonyme d'un climat dominé par la noirceur, la terreur, les déchirures, les déceptions et les contradictions. Quant au scénario de Mazen Saadi, il assure un équilibre préexistant entre les histoires et leur déroulement, une coordination qui vient compléter le panorama général.

En résumé, «Ghadan Naltaqi» reste un témoignage télévisuel sur une situation strictement humanitaire, sous ses différents aspects. Il s'agit d'une expérience au niveau de la production (par «Chabakat Qanawat Abou Dhabi», en collaboration avec la société de production syrienne «Claquettes») qui devrait susciter de plus amples débats, en raison de sa capacité à se livrer à des incursions au sein des soucis des protagonistes et de leurs questionnements, toujours en quête de réponses en suspens.

*Journaliste



Les Libanais ont réussi ce que peu d'autres sont parvenus à réaliser

Ma mission au Liban pour le compte de l'Organisation des Nations Unies est sur le point de prendre fin. J'ai eu le plaisir et l'honneur de servir ici à la fin des années 90 et j'étais de retour pour une brève période à nouveau après la guerre de 2006. Cette fois, le Liban a été confronté à une menace existentielle induite par la crise syrienne, et le pays et sa population ont stupéfié et impressionné la communauté internationale en réussissant à conserver la stabilité au milieu d'un afflux sans précédent de réfugiés. Malgré toutes les divergences politiques et les divisions sectaires, les Libanais ont réussi ce que dans peu de pays, si ce n'est aucun, on aurait pu réaliser. J'espère que la population libanaise reconnaîtra ce crédit extraordinaire porté à sa propre volonté. J'ai eu aussi le privilège de travailler aux côtés de Libanais de tous horizons, allant des responsables municipaux, à ceux de la société civile, en passant par les travailleurs humanitaires à l'intérieur et à l'extérieur des Nations Unies, ainsi que les responsables politiques, et d'apprécier à nouveau les talents extraordinaires que ce pays a à sa disposition.

Les défis auxquels font face la population libanaise et les infortunés Palestiniens et Syriens, qui ont fui la catastrophe de la guerre civile syrienne, sont très réels et persistants. Le Liban aura besoin de toute son habileté pour maintenir la stabilité au milieu de ces défis et doit pouvoir compter sur le soutien politique et financier généreux et inlassable de la communauté internationale.

Le Liban n'est pas tenu de supporter seul ce fardeau extraordinaire. Les investissements dans ce pays sont dans l'intérêt non seulement des Libanais, mais de la communauté internationale dans son ensemble.

Ross Mountain

Représentant résident du Pnud

Coordinateur résident des Nations Unies

Coordinateur humanitaire de l'Onu

Nuage salubre



Oeuvre de l'artiste syrienne Diala Brisly



gefördert von
KFW



Empowered lives.
Resilient nations.

Le projet «La consolidation de la paix au Liban», relevant depuis 2007 du Programme des Nations Unies pour le développement, a pour but de renforcer la compréhension mutuelle et la stabilité sociale en impliquant les jeunes, les enseignants, les médias, les ONG, parallèlement aux conseils municipaux, moukhtars et notables locaux. Dans le but de faire face aux retombées de la crise syrienne sur les communautés libanaises hôtes, et afin d'atténuer les tensions qui se multiplient depuis quelque temps dans le pays, le Projet en question s'emploie à renforcer la capacité des différentes factions de la société – notables locaux, enseignants, journalistes, société civile – à gérer cette crise, consolider la paix et affronter les difficultés de manière non violente. Le Projet vise également à aider ces différents acteurs à développer des stratégies de consolidation de la paix à moyen et long termes.

Pour plus d'informations:
Le Projet «La consolidation de la paix au Liban»
Arab African International Bank Building
Riad El Solh Street
Nejmeh, Beirut - Lebanon
Telephone: 01- 980 583 or 70-119160
www.lb.undp.org/PBSupplement



Conçu par:
Omar Harkous
Hassan Youssef

Traduit par:
Michel Touma, Fady Noun, Nada Merhi, Susanne Baaklini, Tilda Abou Rizk, Michel Hajji Georgiou

Edition et révision:
Gaby Nasr

Photos:
Anwar Amro